



JOURNÉES QUÉBÉCOISES
de la **SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

6 au 16 nov. 2014
jqsi.qc.ca

d'avenir d'avenir d'a
venir d'a
d'avenir
venir d'aven
d'avenir
venir d'a
venir d'avenir d'av

**faut
se
parler**



Relations
internationales
et Francophonie
Québec

BROCHURE THÉMATIQUE DES JQSI 2014



2050 : Hausse du niveau des mers. Insécurité alimentaire exacerbée. Problèmes sanitaires en hausse. Multiplication des conflits liés aux ressources naturelles et des mouvements de population. Les médias relaient les pronostics catastrophiques des scientifiques pour 2050. Côté économie, la crise de 2008 a provoqué chômage et politiques d'austérité partout dans le monde. En 2013, le taux mondial de chômage des jeunes femmes et jeunes hommes a atteint 13,1 %, soit près de deux fois celui des adultes¹. **L'avenir semble bouché.**

Qu'en est-il, lorsqu'on a entre 16 et 35 ans et que c'est de NOTRE avenir dont il est question ? Comment se projeter dans cet avenir – emploi, participation citoyenne, conditions de vie pour soi-même et sa communauté – lorsqu'on calcule qu'on aura entre 36 et 70 ans en 2050 ?

Faut se parler d'avenir! Peu importe à quelle génération on appartient, il est temps de véritablement saisir les enjeux qui orienteront le destin des jeunes, mais aussi d'écouter ce qu'elles et ils souhaitent accomplir – parfois en bouleversant les manières de faire - pour changer le cours de l'histoire.

Du 6 au 16 novembre 2014, les Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) se dérouleront à travers tout le Québec pour parler... d'avenir!

Les jeunes de 0 à 30 ans représentent **35%** de la population québécoise, soit une personne sur trois². Dans les pays du Sud, elles et ils représentent **53%** de la population, donc plus d'une personne sur deux, et en Afrique sub-saharienne, cette tranche d'âge représente même 70% de la population³!

Les jeunes* sont nombreux à se mobiliser pour changer le monde. Que ce soit pour revendiquer plus d'emplois, un meilleur accès aux services, la protection des droits des minorités ou celle de l'environnement, chacune et chacun se mobilise à sa manière pour que demain voit l'avènement d'un monde plus juste, plus solidaire et durable.

Ce document illustre les défis que vivent les jeunes mais aussi leurs initiatives pour faire face à ceux-ci. Il précise les enjeux spécifiques touchant les jeunes femmes et présente plusieurs projets citoyens promus par et pour les jeunes, au Nord comme au Sud.

Bonne lecture!

* Selon la définition de l'ONU, les jeunes constituent la tranche d'âge comprise entre 15 et 24 ans. Afin d'être davantage représentative, cette brochure entend par le mot «jeunes» les jeunes femmes et les jeunes hommes de 16 à 35 ans.

Recherche: Camille Simm, Julie Martineau

Rédaction: Julie Martineau

Révision: Marie Brodeur-Gélinas, Amélie Nguyen, Hélène Gobeil
(Association québécoise des organismes de coopération internationale - AQOCI)

Graphisme: Anne-Marie Lemay-Frenette

Illustration de la page couverture: Phil Communications

Note sur la rédaction:

Cette brochure a été rédigée de manière à respecter le plus possible le Guide de rédaction non sexiste de l'AQOCI (disponible dans la section *Ressources en égalité* du site internet de l'AQOCI).

Rédiger de façon non sexiste, c'est d'abord avoir le souci de donner une visibilité égale aux femmes et aux hommes dans les textes.

De plus, des encadrés spécifiques sur les jeunes femmes figurent à la fin de chaque section pour rappeler que du fait de leur sexe, les jeunes femmes vivent des défis et des discriminations spécifiques partout dans le monde.



Imprimé sur du papier Enviro100 contenant 100 % de fibres postconsommation certifiées FSC

Table des matières

Les jeunes se parlent... d'environnement!.....	4
Que se passe-t-il au Nord ?	5
Les défis actuels	5
Les défis du futur	6
Les initiatives des jeunes.....	6
Que se passe-t-il au Sud ?	7
Les défis actuels	7
Les défis du futur	8
Les initiatives des jeunes.....	9
Les jeunes se parlent... d'austérité!	13
Que se passe-t-il au Nord ?	14
Les défis actuels	14
Les défis du futur	15
Les initiatives des jeunes.....	16
Que se passe-t-il au Sud ?	17
Les défis actuels	17
Les défis du futur	18
Les initiatives des jeunes.....	18
Les jeunes se parlent... de droits humains!.....	23
Que se passe-t-il au Nord ?	24
Les défis actuels	24
Les défis du futur	25
Les initiatives des jeunes.....	25
Que se passe-t-il au Sud ?	26
Les défis actuels	26
Les défis du futur	27
Les initiatives des jeunes.....	27
Les jeunes se parlent... de démocratie!	32
Que se passe-t-il au Nord ?	33
Les défis actuels	33
Les défis du futur	34
Les initiatives des jeunes.....	35
Que se passe-t-il au Sud ?	36
Les défis actuels	36
Les défis du futur	36
Les initiatives des jeunes.....	37
Sources	41

Les jeunes se parlent... *d'environnement!*

2001-2010 a été la décennie la plus chaude, sur le plan global, jamais enregistrée depuis le début du contrôle moderne des températures il y a quelque 160 ans⁴. Les observations scientifiques témoignent d'un réchauffement incontestable du climat et le rythme de ce changement s'accélère. Le réchauffement observé depuis 50 ans est dû pour l'essentiel aux activités humaines, en particulier à la production et à la consommation de combustibles fossiles, au développement de l'agriculture et aux changements d'affectation des terres⁵. Même si les conséquences néfastes se font déjà sentir sur tous les plans, cet enjeu interpelle grandement les jeunes compte tenu des pronostics qui annoncent un avenir sombre.



n

v

i

r

o

n

n

e

m

e

n

t

Que se passe-t-il au Nord?

Les défis actuels

limiter l'émission des gaz à effet de serre : une responsabilité gouvernementale

« Plus on reporte à plus tard la lutte contre les changements climatiques et plus on continue de consommer des combustibles fossiles, plus ça va coûter cher et plus on va perdre d'emplois », insiste M. Gignac, de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS). Les « générations futures » seront appelées à « réparer » les dommages causés par des « catastrophes naturelles à répétition » : incendies de forêt, apparition de nouveaux parasites perturbant les écosystèmes forestiers, crues printanières plus fréquentes et plus fortes. À cet égard, l'IRIS voit d'un mauvais œil les projets d'exploitation pétrolière visant l'île d'Anticosti, la Gaspésie et les îles de la Madeleine⁶, ainsi que le « préjugé favorable » affiché par le gouvernement québécois aux projets d'inversion du flux de l'oléoduc 9B d'Enbridge et de la construction de l'oléoduc Énergie Est de TransCanada, tous deux voués à transporter le pétrole extrait des sables bitumineux de l'Alberta. L'exploitation de ces sables émet de trois à quatre fois plus de gaz à effet de serre que la production de pétrole brut classique, ce qui en fait l'un des carburants les plus polluants au monde⁷. Une telle détérioration de l'environnement menace le mode de vie des Autochtones et place le Canada au 10^e rang mondial des pays contribuant le plus aux changements climatiques⁸.

limiter l'émission des gaz à effet de serre : une responsabilité individuelle

À l'heure actuelle, chaque personne au Canada est derrière l'émission de 20 tonnes de GES⁹ (gaz à effet de serre) par année, tandis que chaque personne au Brésil ou en Inde est à l'origine de moins de 2 tonnes de GES par année¹⁰.

Les jeunes femmes et les jeunes hommes en Amérique ont donc le pouvoir de changer la donne en adoptant des habitudes quotidiennes différentes, sans oublier de faire du plaidoyer auprès des différents paliers gouvernementaux pour des solutions structurelles de grande envergure.

- Choisir le transport actif (vélo ou à pied) ou les transports en commun : les autobus et les trains consomment trois fois moins de pétrole que les voitures. Un gros véhicule 4x4 émet 1,3 tonne de CO² en parcourant moins de 3000 km alors qu'une voiture peu consommatrice pourra parcourir 18 000 km avant d'atteindre le même taux.
- Manger moins régulièrement de la viande pour réduire l'émission de CO² : l'élevage de bovins est responsable d'environ 18 % du total des émissions de GES en raison de l'énergie consommée dans la production d'engrais, le déboisement pour faire des pâturages, la culture du soja et les volumes importants de méthane produits par les troupeaux de ruminants.
- Acheter des produits québécois de saison afin de réduire le transport des marchandises ainsi que les besoins énergétiques pour chauffer les serres¹¹.

Les défis du futur

Hausse de la température sur terre

Si aucune mesure n'est prise, les émissions mondiales de gaz à effet de serre devraient augmenter d'environ 52 % d'ici à 2050, d'après les simulations établies par l'OCDE¹². On estime que même dans l'hypothèse d'une stabilisation au niveau actuel, on assisterait tout de même à une élévation comprise entre 0.8 °C et 1.4 °C de la température à la surface du globe (par rapport aux niveaux préindustriels) d'ici la fin du XXI^e siècle.

Si l'atmosphère se réchauffe, elle retient l'humidité, devient moins stable et entraîne une augmentation de fortes précipitations. Le réchauffement accélère aussi l'évaporation. Ces changements dans le cycle de l'eau auront pour effet une diminution de la quantité et de la qualité de l'alimentation en eau douce dans toutes les grandes régions du monde. L'intensité des cyclones tropicaux devraient également augmenter.

Beaucoup d'écosystèmes réagissent déjà aux changements climatiques. Certaines espèces ne survivront pas à la transition et 20 à 30% d'entre elles courent un risque accru d'extinction. On ne peut exclure une augmentation du niveau de la mer de plus d'un mètre d'ici 2100 si les calottes glaciaires continuent de fondre sous l'effet du réchauffement climatique.

Les changements climatiques vont modifier de plus en plus fréquemment la distribution des moustiques responsables du paludisme (malaria) et d'autres vecteurs de maladies infectieuses, bouleverser la distribution saisonnière de certains pollens allergènes et accroître le risque de vagues de chaleur¹³. Ces enjeux sanitaires, cruciaux pour les humains, viendront accroître la question des réfugiés climatiques : se comptant déjà par millions aujourd'hui, les migrations et les déplacements générés par des facteurs environnementaux pourraient prendre une ampleur sans précédent, soit varier entre 25 millions et un milliard de personnes en 2050¹⁴.

Les initiatives des jeunes

Adopter des attitudes responsables

De plus en plus consciente des enjeux sociaux et environnementaux, la nouvelle génération possède l'énergie et les connaissances nécessaires pour mener nos sociétés vers un avenir caractérisé par une faible intensité en carbone et une plus grande résistance aux changements climatiques. Les jeunes femmes et les jeunes hommes jouent un rôle actif au niveau local, national et mondial en sensibilisant l'opinion publique, en organisant des programmes éducatifs, en protégeant la nature, en promouvant

les énergies renouvelables, en créant des éco-communautés de diverses formes, en adoptant des pratiques favorables à l'environnement et en exécutant des projets d'adaptation et d'atténuation. Les travaux entrepris par et avec les jeunes sont capitaux si nous voulons inciter les gouvernements à conclure un accord en vue d'un nouveau régime sur les changements climatiques¹⁵.

Militer pour la justice climatique

En 1993, au lendemain du Sommet de la Terre, à Rio de Janeiro au Brésil, six jeunes



Québécoises et Québécois créent une organisation citoyenne, l'Action pour la solidarité, l'équité, l'environnement et le développement (ASEED Québec), qui allait devenir Équiterre. Peu à peu, l'organisation décrite comme un «groupuscule» dans La Presse, en 1996, a pris l'ampleur d'un mouvement social regroupant plus de 115 000 personnes.

Depuis octobre 2012, le mouvement *Idle No More* a vu le jour. Ce mouvement est d'abord porté par les peuples autochtones du Canada mais la cause a attiré un grand nombre de personnes sympathisantes non autochtones qui appuient la défense des

Premières Nations et qui adhèrent à leurs revendications. Ce mouvement revendique entre autre la préservation de l'environnement, principalement en ce qui a trait aux évaluations environnementales qui devraient précéder tout projet qui concerne l'exploitation des ressources naturelles sur leurs territoires, et une amélioration des conditions de vie des populations autochtones. Au Québec, deux jeunes femmes, Widia Larivière et Melissa Mollen Dupuis, cofondent en décembre 2012 la section québécoise du mouvement (voir la section sur les droits humains).

Que se passe-t-il au Sud?

Les défis actuels

Les catastrophes naturelles prennent plus d'ampleur

Selon la Banque mondiale, les pays du Sud assumeront 80% des dégâts occasionnés par les changements climatiques alors qu'ils ne sont à l'origine que de 30% des émissions de gaz à effet de serre¹⁶. En 2010, des records de température ont favorisé les incendies qui ont ravagé les forêts de Sibérie tandis que le Pakistan et l'Inde subissaient des inondations sans précédent. En Chine, des régions entières subissent des sécheresses intenses tandis que dans le même temps, des pluies diluviennes ravagent l'Amérique centrale et la Thaïlande¹⁷.

Danger pour les populations situées sur les côtes

Avec le développement des villes côtières en Afrique et en Asie, les femmes et hommes les plus pauvres s'installent aux confins des

zones habitables, là où les conséquences des changements climatiques entraînent les plus grands dangers. Accrochées dans des baraques de fortune sur les berges des cours d'eau ou entassées dans des zones situées à peine plus haut que le niveau de la mer, mal drainées et mal desservies par les services publics, ces populations sont totalement exposées aux assauts des tempêtes et à la crue des eaux¹⁸.

Risque accru d'insécurité alimentaire

En Afrique subsaharienne, la question de la sécurité alimentaire se pose comme le défi suprême, en raison des risques de sécheresse et d'inondation sous l'effet de la modification des régimes de précipitations¹⁹. Les populations qui élèvent du bétail sont principalement affectées par ces modifications de précipitations qui ont lieu dans les régions arides et semi-arides du Sahel et qui

n
v
i
r
o
n
n
e
m
e
n
t

influencent la disponibilité en arbustes, en herbe et en points d'eau pour leur bétail. La compétition pour l'eau douce, les ressources côtières et les terres arables entre les communautés vivant de la pêche, de l'agriculture et de l'élevage et les populations migrantes augmente, et mène dans certains cas à un durcissement des tensions et à des conflits, particulièrement dans la région entourant le lac Tchad. La fréquence et la sévérité des inondations ont augmenté dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, réduisant le temps de récupération des zones agricoles et des pâturages entre deux inondations et menant à des risques accrus de décès, à des

déplacements massifs de population et à des pertes de cultures et de bétail²⁰. De plus, pour répondre aux crises énergétiques et climatiques, de fausses solutions sont mises de l'avant. Loin de résoudre les problèmes, ces initiatives sont coûteuses sur le plan social et environnemental. C'est le cas de la production d'agrocarburants. Des populations sont déplacées pour que leurs terres soient transformées en monocultures de palmiers à huile pour la production d'agrocarburants, ce qui les empêche de cultiver de la nourriture pour alimenter leur famille et leur communauté et ne fait qu'accroître leur vulnérabilité.

Les défis du futur

Impacts des changements climatiques dans la vie des jeunes

Pour la génération actuelle de jeunes, les menaces posées par les changements climatiques ont un caractère immédiat qui échappe à beaucoup de leurs aînées et aînés, qui ne vivront peut-être pas suffisamment longtemps pour voir leurs effets se produire. Neuf jeunes sur dix vivent dans les pays du Sud, qui risquent d'être frappés de plein fouet par les conséquences de la dégradation de l'environnement, la perte de ressources naturelles vitales ainsi que l'insécurité alimentaire et hydrique croissantes, et qui ne possèdent généralement pas les systèmes et les ressources nécessaires pour revenir rapidement «à la normale» après des

catastrophes naturelles. Les perturbations climatiques peuvent avoir des conséquences néfastes à long terme sur la vie et les perspectives des jeunes femmes et des jeunes hommes, compromettant potentiellement leur santé, leur nutrition et interrompant leur éducation. Les familles déplacées, ou celles qui ont perdu leurs moyens de subsistance risquent de ne plus pouvoir envoyer leurs enfants à l'école ni payer les soins de santé²¹. Ce sont les communautés les plus pauvres qui seront les plus exposées aux impacts des changements climatiques. Certaines des populations les plus à risque sont les personnes pratiquant l'agriculture de subsistance, les populations autochtones et celles qui vivent le long des côtes²².



n

v

i

r

o

n

n

e

m

e

n

t

Les initiatives des jeunes

Influencer les débats politiques internationaux

Pleinement conscients du fait qu'elles et ils devront subir les impacts du poids et du coût des actions d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, de nombreux adolescentes et adolescents militent avec passion pour une action urgente. La Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a suscité un dialogue animé parmi les jeunes du monde entier; en 2009, les jeunes ont été reconnus officiellement comme des acteurs de la société civile dans le processus de négociation de la CCNUCC²³.

Costa Rica: les jeunes encouragent le transport durable

ChepeCletas est une entreprise sociale gérée par des jeunes dynamiques et novateurs. Lancée en 2010, dans le cadre de l'objectif du Costa Rica visant à neutraliser ses émissions de carbone d'ici 2021, ChepeCletas a pour objectif de réduire la dépendance aux véhicules privés tout en promouvant les transports à pied, en vélo ou en commun. Organisées par des jeunes dans la capitale, San José, ces activités vont des promenades nocturnes guidées aux balades en vélo, en passant par des séances de cinéma en plein air, des nuits de conversations, des concerts gratuits, etc²⁴.

Maroc: les jeunes s'organisent pour adapter leur village aux risques accrus d'inondations

L'initiative d'adaptation El Mouddaa est un projet géré par une organisation de jeunes de moins de 30 ans. Dans le cadre du projet, les jeunes ont construit des barrages en pierre placés de manière stratégique afin de réduire les débits de crues et les dommages aux infrastructures du village. On a aussi veillé à réserver de vastes parcelles de terres à la conservation, à la reforestation et à la restauration de la couverture végétale. La restauration de la couverture végétale a permis d'améliorer la qualité des sols et de réduire l'érosion et les risques de crues subites²⁵.

Barbade: les jeunes encouragent la production de biodiésel à partir d'huiles végétales usées

À la Barbade, l'école secondaire Lester Vaughan comptant 1 100 élèves a lancé un projet visant à sensibiliser les jeunes à l'utilisation du biodiésel en tant que carburant alternatif écologique pour les véhicules au diesel. Les membres du Club environnemental de l'école ont recueilli des huiles végétales usées chez eux et dans leur communauté et les ont remises à l'auto-entrepreneur, qui a ensuite produit du biodiésel et de la glycérine à partir de ces huiles et a payé le Club environnemental pour les bouteilles récupérées ainsi que pour chaque litre de biodiésel ou de glycérine vendu²⁶.

Et les jeunes femmes dans tout ça?

Les changements climatiques accentuent les inégalités, renforçant ainsi les différences entre hommes et femmes quant à leur vulnérabilité et leur capacité de réponse face à ces changements. En cas de catastrophe naturelle, les femmes et les jeunes femmes souffrent ou décèdent plus souvent que les hommes et les jeunes hommes dans les pays du Sud, et ce pour des raisons d'ordre socio-économique, politique ou culturel: de par les charges familiales qui leur incombent les femmes vont tenter avant tout de sauver les enfants et les biens familiaux; de par certaines traditions, les femmes ne savent pas nager aussi bien que les hommes et encourent plus de risque de noyade en cas d'inondation; etc.

Lorsque les femmes pauvres perdent leurs moyens de subsistance, elles glissent plus profondément dans la pauvreté; cela est valable aussi bien pour les femmes des États-Unis victimes de tornades et cyclones dont l'intensité grandit chaque année que pour les femmes du Sud qui vivent sur des terres en proie à la désertification ou aux inondations de plus en plus fréquentes.

Au Sud, les diverses responsabilités familiales des femmes et des jeunes femmes les rendent plus vulnérables au changement environnemental, exacerbé par les conséquences des changements climatiques. Elles sont touchées dans leurs différents rôles familiaux: subvenir aux besoins alimentaires, veiller sur la santé, s'occuper des autres et participer aux revenus. Plus il est difficile d'accéder aux besoins essentiels et aux ressources naturelles - logement, nourriture, terres fertiles, eau et carburant - plus les femmes et les jeunes femmes voient leur charge de travail augmenter. La sécheresse, la déforestation et l'irrégularité des pluies signifient pour les femmes et les jeunes femmes qu'il faudra travailler plus durement pour trouver les ressources nécessaires à la subsistance de la famille. Dans de telles situations, les femmes et les jeunes femmes ont moins de temps pour occuper un emploi rémunéré, poursuivre leur éducation ou une formation, ou encore s'investir dans des organes administratifs. Les jeunes femmes abandonnent souvent l'école afin d'aider leur mère à aller chercher du bois ou de l'eau²⁷.

PROJETS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE PAR ET POUR LES JEUNES !

Programme de gestion agricole pour les jeunes (PROGA-Jeunes), Nicaragua

Un jour, un technicien en visite de suivi technique parlait au père de Maria Florencia. Timide et plutôt effacée devant son père, la jeune Maria Florencia suivait la conversation entre les hommes, sans dire un mot. Le technicien s'est ensuite adressé directement à Maria, lui demandant d'expliquer les techniques qu'elle avait employées afin d'élargir la surface cultivable de la ferme familiale. Elle a expliqué le problème de l'érosion des sols, des techniques qu'elle avait apprises pour la contrer, et l'utilisation d'un appareil qui détermine et trace les courbes à niveau, réduisant l'érosion du sol. Son père, ignorant que sa fille en sache autant, est resté médusé. Sa petite Maria, devenue jeune femme, est devenue aussi une productrice, et une source d'information et d'innovation.



Aujourd'hui dans sa quatrième année, PROGA-Jeunes connaît au-delà de mille histoires du genre. Le projet allie la formation et la pratique concrète en agriculture écologique auprès des jeunes sous-scolarisés et de leurs familles provenant de communautés rurales du nord du Nicaragua. Un curriculum scolaire développé dans le cadre du projet permet à ces jeunes d'obtenir une attestation d'études. Le projet rallie les forces des organismes de coopération internationale comme SUCO et son partenaire, INPRUH, des caisses de micro-crédit, et l'institut de formation technique, INATEC.

Outre les bénéfices tangibles comme l'accroissement et la diversification du rendement agricole et la protection du milieu physique, ce programme décentralisé prévient l'exode rural des jeunes, en leur faisant voir des perspectives prometteuses de vie en milieu rural. Le projet rapproche les générations en faisant accroître la confiance et l'estime de soi des jeunes qui y participent et en mettant en valeur leur dynamisme et leur goût d'apprendre et d'être productifs.

PROGA-Jeunes est financé par le ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et du Développement (MAECD).

Pour en savoir plus sur Solidarité Union Coopération (SUCO) :
www.suco.org/suco



Crédits photos: SUCO / PROGA-Jovenes: Amado de Jesus Sarantes Martinez (à gauche)
INTECFOR (à droite)

PROJETS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE PAR ET POUR LES JEUNES !

**Des jeunes engagés en Amérique du Nord et du Sud, pour
une consommation responsable**

Une implication dynamique au Québec et en Bolivie

La Paz, Bolivie

Par le biais de l'organisme Cotexbo, un partenaire de FEM International, de jeunes Boliviennes et Boliviens, issus du programme en design textile de la première université dédiée aux Autochtones, ont pu exposer leurs créations de vêtements à partir de matériaux recyclés lors de la foire textile nationale Fitex. Cette exposition a été précédée d'une formation de sensibilisation et d'entrepreneuriat à l'éco-création. Cette initiative, dans le cadre du Premier concours national de mode, a permis à ces jeunes d'avoir un espace de visibilité propre à eux, tout en contribuant à renforcer le futur du secteur textile.



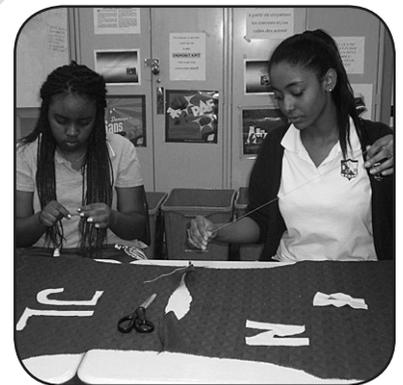
Québec, Canada

Depuis 2011, FEM International offre à des jeunes du secondaire et du cégep le programme Un Autre Mode d'Agir, une formation axée sur la consommation responsable à travers l'univers de la mode éthique. C'est un espace dédié aux jeunes pour que chacune et chacun se conscientise sur les impacts environnementaux et sociaux de l'industrie du textile et pour que jeunes femmes et jeunes hommes jouent le rôle d'entrepreneurs en mettant en oeuvre un projet final pour sensibiliser leurs pairs. À travers cette démarche éco-créative, les participantes et participants se retrouvent à donner une seconde vie à des vêtements et à des objets recyclés.

Un projet sans frontières

Au Québec et en Bolivie, les jeunes sont sensibilisés à une consommation plus responsable et s'initient à l'éco-création. Ils deviennent éveillés à leur pouvoir d'actrices et d'acteurs de changement au sein de la société, en développant leurs compétences de créativité et d'éco-citoyenneté.

Pour en savoir plus sur FEM international:
www.feminternational.org



Crédits photos: FEM International

Les jeunes se parlent... *d'austérité!*

Un peu partout à travers le monde, suite aux crises financières répétées des dernières années (2008 crise globale, 2002 au Brésil, 2001 en Argentine, 1997 crise asiatique, etc.), les gouvernements et les institutions internationales imposent des mesures d'austérité, c'est-à-dire des coupes dans les services, la hausse des tarifs, la privatisation et la dérèglementation. D'autre part, des sommes faramineuses en fonds publics ont été injectées pour sauver les banques. D'autres solutions durables existent, mais la volonté politique de changer en profondeur les rapports de force à l'international semble quasi inexistante.

Selon les estimations de l'OIT*, la crise de 2008 s'est traduite par une augmentation du taux mondial de chômage chez les jeunes, qui a atteint 13,1% en 2013 et touche 73 millions de jeunes. Parallèlement, l'emploi informel chez les jeunes demeure très répandu et la transition vers le travail décent est lente et difficile. Le chômage des jeunes femmes et des jeunes hommes et les stigmates qu'il entraîne se font particulièrement sentir en Occident, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Dans ces trois régions, les taux de chômage des jeunes ont continué de grimper depuis 2008²⁸.

* Organisation Internationale du Travail

Que se passe-t-il au Nord?

Les défis actuels

Des politiques d'austérité aux lourds impacts sociaux

Selon l'ASSÉ (L'Association pour une solidarité syndicale étudiante), l'obsession d'éliminer la dette du gouvernement québécois «se traduit par une croisade dévastatrice contre les services sociaux, alors que la population est aussi aux prises avec des hausses de tarifs d'hydro-électricité, de scolarité, et de garderie, entre autres»²⁹.

Or, alors que les populations subissent les crises économiques et les coupures dans les services publics, les gouvernements ne modifient pas ce qui les causent, notamment l'absence de contrôle adéquat des banques et l'ouverture de plus en plus grande des économies aux capitaux étrangers, sans contrôle étatique. Ainsi, tout porte à croire que l'État devient de plus en plus un acteur qui facilite l'accumulation de profits des banques et du secteur privé plutôt que de jouer un rôle de redistribution des richesses. Sans changement profond des mentalités, ces crises se répèteront³⁰.

Pourtant, il existe plusieurs autres moyens pour les gouvernements d'obtenir des revenus qui contribuent à réduire les inégalités en modifiant réellement le fonctionnement de notre économie pour la rendre plus juste. Les plus pauvres, et les femmes en particulier, sont souvent celles et ceux qui subissent de plein fouet les coupures dans les services publics, alors que le secteur privé en profite. «Développer une analyse féministe des politiques économiques et sociales permettrait d'inscrire la politique fiscale dans la lutte contre les inégalités, le bien-être des communautés et le respect de l'environnement», explique Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec. «La fiscalité peut

jouer un rôle majeur pour lutter contre la pauvreté des femmes et en particulier de celles vivant de multiples discriminations. L'instauration d'un régime fiscal plus progressif et le financement des services publics comme les services de garde, le logement, les transports en commun, la santé et les services sociaux profiteraient en premier lieu aux femmes.»³¹

Même des experts du Fonds monétaire international (FMI) ont reconnu en mars 2014 que l'austérité contribue à creuser les inégalités sociales. Selon eux, les plans d'économies budgétaires conduisent à des pertes d'emplois, qui ont tendance à renforcer les inégalités au détriment des moins favorisé-e-s, dont les revenus dépendent quasi exclusivement de leurs salaires³².

Troubles liés au mécontentement des populations

Selon un rapport récent de l'Organisation Internationale du Travail, le mécontentement envers le gouvernement, mesuré par l'Indice de troubles sociaux, a augmenté dans 57 pays sur 106 de 2010 à 2011. Les plus grandes hausses sont recensées dans les pays du Nord, suivis des États arabes et de l'Afrique subsaharienne. Dans les pays du Nord comme la France, la Grèce, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni, les individus ont protesté contre les mesures d'austérité, les coupes dans les dépenses publiques et la pénurie d'emplois. Les citoyennes et citoyens ont exigé de leurs gouvernements un frein aux effets désastreux de leurs politiques sur la société, en dénonçant que le poids de l'austérité retombait injustement sur les personnes pauvres et socialement défavorisées. Les jeunes constituent le noyau le plus actif des protestataires en raison notamment de

la pénurie d'emplois et des possibilités limitées pour les jeunes diplômé-e-s³³. Il importe de rappeler que ces dénonciations le sont dans une perspective de solidarité envers les personnes qui subissent les impacts disproportionnés des mesures d'austérité et non dans l'optique de refuser de participer à une gestion juste des finances des états.

Courses aux diplômes, emplois précaires et chômage

Au Québec, comme partout dans le monde, le taux d'activité des jeunes tend à augmenter avec le niveau de scolarité. En 2012, les jeunes de 15-29 ans qui n'ont pas un diplôme d'études secondaires (DES) ont un taux d'emploi de 52% , alors que ce taux s'établit à 77% pour celles et ceux qui ont un

DES, à 80% pour celles et ceux qui ont fait des études postsecondaires et à 84% pour celles et ceux qui ont un diplôme universitaire. La proportion des jeunes de 15-29 ans qui sont en emploi a progressé entre 1996 et 2012, passant de 55% à 65% .

Néanmoins, parmi les jeunes en emploi, 36% travaillaient à temps partiel en 2012 et ce taux est en augmentation (il était de 31% en 1996). Lors de la récession de 2009, le taux de chômage a augmenté dans tous les groupes d'âge et ce sont les plus jeunes (15-19 ans) qui ont subi la plus forte hausse (5 points). Depuis 2010, le taux de chômage des jeunes a diminué au Québec sans toutefois atteindre ses niveaux d'avant la récession³⁴.

Les défis du futur

Pas assez de jeunes pour compenser le vieillissement de la population

De 1996 à 2012, l'indice de remplacement de la main-d'œuvre passe de 270,1 à 132,2 au Québec. Ceci s'explique par le fait que la hausse du nombre des personnes qui approchent l'âge de la retraite surpasse celle de l'arrivée des jeunes sur le marché du travail. C'est notamment le cas dans les domaines de l'enseignement, de la fabrication, de l'administration publique, du transport et entreposage ainsi que de l'agriculture, le secteur où le taux de remplacement des personnes retraitées par des jeunes est le plus faible³⁵.

La voie de l'austérité multiplie la pauvreté et les inégalités pour longtemps

En Europe, si les mesures d'austérité se poursuivent, on estime que de 15 à 25 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver en situation de pauvreté d'ici 2025. En Europe, dix à vingt-cinq années pourraient être nécessaires pour retrouver des niveaux de pauvreté antérieurs à ceux de 2008. Comme le reconnaît le professeur Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel d'économie et ex-économiste en chef de la Banque mondiale: «Tel que le prévoient depuis longtemps les économistes (y compris moi), l'austérité n'a fait que paralyser la croissance en Europe, avec des progrès en matière de finances publiques toujours aussi décevants. Pire, elle contribue aux inégalités qui affaibliront à plus long terme la situation économique, et contribueront à la souffrance des sans emplois et des personnes pauvres pour de nombreuses années»³⁶.

Les initiatives des jeunes

Les jeunes descendent dans la rue : un Printemps érable mémorable

Jamais un mouvement n'aura pris une telle ampleur dans l'histoire du Québec. C'est une génération en marche, rejointe par tout un peuple, qui lutte contre la privatisation rampante de l'enseignement supérieur. Ils étaient environ 250 000 à arpenter les rues de Montréal le 22 mai 2012. À la fin de l'année 2011, le premier ministre Jean Charest, non satisfait d'avoir décrété une première augmentation des frais de 30% en 2007, a programmé une nouvelle hausse dans le budget provincial de 75% sur 5 ans. Devant le refus gouvernemental d'entreprendre la moindre consultation, la grève générale est déclenchée le 13 février 2012. Dans les assemblées générales des associations étudiantes, on se surprend de la répression policière et du peu d'écoute de la part du gouvernement³⁷. Le mouvement étudiant a bousculé l'agenda politique au Québec : il réussit non seulement à bloquer le projet de hausse mais perturba tellement la vie politique que des élections anticipées furent organisées, aboutissant au renversement du parti en place. Aujourd'hui, il ne reste déjà que peu de traces formelles de ce printemps érable, mais pour les étudiantes et étudiants

qui y ont participé, et pour le reste de la population, ce fut une expérience qui a créé de nouvelles solidarités et qui a changé les perspectives sur la mobilisation sociale et le rapport aux autorités.

Les jeunes intègrent des coalitions anti-austérité

La *Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics* a été formée à l'automne 2009 en réponse à l'annonce du gouvernement de l'époque d'intensifier le recours à la tarification des services publics et à l'austérité budgétaire pour assurer un retour rapide à l'équilibre budgétaire, dans la vague idéologique de «l'utilisateur-payeur». Quarante-cinq groupes sociaux d'horizons divers en sont membres, dont 5 associations étudiantes. La coalition revendique un financement adéquat des services publics et des programmes sociaux dans une perspective de lutte contre la privatisation et la marchandisation du bien commun. Elle s'oppose aux hausses de tarifs de l'électricité résidentielle et des services publics, particulièrement les services de santé et les services sociaux, l'éducation, les services de garde et les transports collectifs³⁸.

Que se passe-t-il au Sud?

Les défis actuels

Économie informelle, chômage et précarité

Les régions du Sud sont confrontées à de grandes difficultés en ce qui concerne la qualité du travail offert aux jeunes. Dans les économies de pays du Sud où les institutions

du marché du travail, y compris la protection sociale, sont faibles, un grand nombre de jeunes demeurent voués à un avenir fait d'emploi irrégulier et d'informalité.

Les jeunes travailleuses et travailleurs reçoivent souvent un salaire inférieur à la

moyenne. De plus, la surqualification et la sous-qualification sont très répandues. Dans certaines économies de pays du Sud, jusqu'à deux tiers de la population des jeunes est sous-utilisée, ce qui signifie que ces jeunes femmes et jeunes hommes sont au chômage, dans l'emploi irrégulier, la plupart du temps dans le secteur informel, ou bien ni actifs, ni scolarisés, ni en formation.

L'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne affichent des taux régionaux de chômage des jeunes relativement bas, mais cela est lié à des niveaux de pauvreté élevés, ce qui signifie que le travail est une nécessité pour beaucoup de jeunes, mais se déroule dans l'informel³⁹.

Dans plusieurs régions, la volonté d'augmenter les marges de profit des firmes multinationales engendre une détérioration des conditions de travail dans les fabriques et les manufactures. Ainsi, en 2013, le Rana Plaza, édifice où se trouvaient des travailleuses et travailleurs dans des conditions abjectes, notamment pour la confection de vêtements, s'écroulait, faisant plus de 1000 morts et 2000 blessés⁴⁰. De même, les crevettes consommées au Nord sont pêchées au Sud par des enfants dont les conditions de travail frôlent l'esclavage (en Thaïlande par exemple)⁴¹.

Hausse des prix des services publics

Alors que 90 pays ont été soumis par le FMI et la Banque mondiale aux programmes d'austérité appelés «Programmes d'ajustement structurels» dans les années 80, une évaluation menée par un réseau d'ONG en a révélé les impacts sociaux.

Les politiques de libéralisation, la diminution des aides publiques et l'affaiblissement de la demande de biens et de services locaux,

ont dévasté les industries des pays étudiés, particulièrement les petites et moyennes entreprises qui fournissent la majeure partie de l'emploi. Elles ne peuvent concurrencer le flot des importations, souvent subventionnées, ni se permettre d'accéder au crédit, devenu trop élevé. La privatisation des services publics, l'imposition d'un paiement pour les soins de santé et pour l'éducation et la diminution des budgets sociaux, ont considérablement réduit l'accès des pauvres aux services collectifs. Par exemple, au Salvador, les tarifs de l'électricité ont augmenté suite à la privatisation du secteur: celles et ceux qui consommaient peu, surtout les pauvres, virent leur facture augmenter de 47%, tandis que les autres subissaient un accroissement de 24%⁴². En ce qui concerne les services de santé, prenons l'exemple de l'Égypte. Le pourcentage par habitant des dépenses en équipements médicaux a diminué de 54% durant les années 80, avec pour conséquence une baisse du nombre de lits par habitant et une dégradation sensible du niveau des services sanitaires publics (pénuries de médicaments et d'instruments médicaux)⁴³.

De plus en plus de pays ont adopté la stratégie de la multiplication des traités commerciaux pour libéraliser le commerce et les finances, ce qui équivaut souvent, pour les gouvernements au Nord comme au Sud, à réduire les choix de politiques possibles en faveur de leur population, et ce à long terme*. Cela facilite l'appropriation des ressources et mine souvent le développement d'une économie locale forte et autonome dans les pays du Sud (et du Nord), les rendant fragiles face aux fluctuations des prix sur les marchés internationaux.

* À ce sujet, voir le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) : www.rqic.alternatives.ca

Les défis du futur

Il faut des politiques de relance de l'emploi, dit l'OIT

Le taux de chômage des jeunes est particulièrement élevé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi que dans certaines régions d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Europe du Sud. Qui plus est, la proportion de jeunes qui n'occupent pas d'emploi et ne suivent ni scolarité, ni formation, a poursuivi sa forte tendance à la hausse enregistrée depuis le début de la crise. Dans certains pays, près d'un quart des jeunes de 15 à 29 ans sont à présent dans ce cas⁴⁴.

Ceci comporte des risques évidents pour l'avenir: montée des frustrations d'une population de jeunes qui ne réalise pas son potentiel, montée des inégalités entre celles et ceux qui sont dans l'emploi formel et les autres, écart de bien-être croissant entre celles et ceux qui ont accès aux services privatisés (santé, éducation, sécurité) et celles et ceux qui en sont exclus, etc.

«S'attaquer au déficit d'emplois et aux inégalités sociales nécessite l'adoption de politiques macroéconomiques favorables à l'emploi» conclut l'Organisation Internationale du Travail dans son dernier rapport «Tendances mondiales de l'emploi 2014».

L'emploi des jeunes demeure le principal défi de l'Afrique, selon Andris Piebalgs, Commissaire européen au développement. S'il n'y répond pas, le continent sera confronté à de graves troubles sociaux⁴⁵.

En Algérie, les jeunes au chômage manifestent régulièrement dans plusieurs villes, notamment dans le sud, pour réclamer du travail. Parmi les solutions retenues pour lutter contre ce fléau figure un vaste plan de départs à la retraite des fonctionnaires et salariés de la fonction publique⁴⁶.

Les initiatives des jeunes

Dénoncer la hausse des tarifs des services publics dans la rue

Brésil:

Près de 200 000 Brésiliennes et Brésiliens ont manifesté le lundi 17 juin 2013 dans tout le pays, notamment à Rio de Janeiro. Le mouvement de contestation, lancé sur les réseaux sociaux, a dénoncé la hausse du coût des transports publics et la facture du Mondial 2014. Il s'agit des plus importantes manifestations sociales depuis celles dirigées en 1992 contre la corruption du gouvernement de l'ex-président Fernando Collor de Melo. Dans la capitale, Brasilia, des milliers de

jeunes se sont réunis pacifiquement dans le quartier des ministères, symbole du pouvoir. «Je suis venu parce que je veux que le Brésil se réveille. Ce n'est pas seulement contre la hausse des transports, mais pour l'éducation et la santé», expliquait ainsi Diyo Coelho, 20 ans, qui défilait avec un groupe d'amis à Sao Paulo, une fleur blanche à la main⁴⁷.

Venezuela:

En février 2014, une vague de manifestations anti-gouvernementales, les plus importantes depuis 10 ans, agite le Venezuela. Ces manifestations ont été initiées par des étudiantes et étudiants des États de Tachira et Merida



qui réclamaient une sécurité accrue face à une tentative de viol de l'une des leurs et au taux élevé de meurtres dans le pays (le 5^e le plus élevé au monde). Mais les revendications des étudiants incluaient aussi une dénonciation de l'inflation des prix et de l'accès difficile à certaines denrées alimentaires de base⁴⁸.

Faire la grève pour dénoncer le chômage des jeunes

En mars 2014, une grève générale a été déclenchée en Afrique du Sud. Le plus gros syndicat du pays, Numsa, a appelé à un arrêt du travail pour protester contre le chômage élevé parmi les jeunes et contre la politique du gouvernement. Selon le secrétaire général de Numsa, Irvin Jim, 71 % des personnes au chômage ont entre 19 et 25 ans. En décembre 2013, le gouvernement a lancé une initiative pour favoriser l'emploi des jeunes, espérant ainsi séduire cet électorat désabusé par la politique. Une initiative sous forme d'aide aux employeurs qui recruteraient des moins de 25 ans⁴⁹.

u
s
t
é
r
i
t
é

Et les jeunes femmes dans tout ça?

Au Québec

Si l'on prend le cas du Québec, depuis 1995-1996, les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à obtenir un diplôme ou une qualification du secondaire que les hommes. De plus, si en 1996, les femmes de 15-29 ans (62%) étaient moins actives que les hommes (69%), ce n'est plus le cas en 2012, puisqu'elles sont presque autant actives (73%) que les hommes (74%). Ceci s'explique notamment par l'augmentation plus rapide de la participation féminine au marché du travail.

Néanmoins, tout comme pour l'ensemble de la population active, le salaire horaire moyen des jeunes hommes (18,55 \$) demeure plus élevé que celui des jeunes femmes (17,82 \$). L'écart de salaire entre les hommes et femmes de 15-29 ans n'a presque pas changé depuis 1996 et se fixe à 0,73 \$ en 2012⁵⁰.

L'ensemble des mesures d'austérité affectent donc davantage les jeunes femmes que les jeunes hommes, en premier lieu puisqu'elles gagnent un salaire inférieur et seront donc moins aptes à assumer les coûts supplémentaires des services sociaux dont elles ont besoin. Plus encore, lorsque les services sociaux sont limités, c'est traditionnellement à elles qu'incombe le plus souvent le poids additionnel de l'appui à leur famille, leur laissant moins de temps pour s'impliquer socialement et les appauvrissant d'autant plus. Les femmes sont aussi plus nombreuses à occuper les emplois informels, précaires et peu payants (comblant 70% des emplois à temps partiel). Les contraintes d'heures plus strictes en assurance-emploi leur font perdre plus facilement leurs prestations⁵¹.



u

s

t

é

r

i

t

é

Au Sud

En deux décennies, d'immenses progrès ont été faits et la fracture entre jeunes femmes et jeunes hommes en matière d'éducation primaire s'est réduite. Mais ces avancées cachent de grandes disparités. Dans certains pays d'Afrique subsaharienne ou d'Asie, plus de la moitié des jeunes femmes n'achèvent pas le cycle d'enseignement primaire. Dans certaines régions de l'Afghanistan ou de la Guinée, moins de 20% des jeunes femmes en âge d'être scolarisées vont à l'école. Et passé le primaire, les jeunes femmes ont encore bien plus de risques que les jeunes hommes d'avoir à stopper leur scolarité à l'entrée du secondaire, pour assurer les travaux ménagers ou agricoles, pour apporter un complément de revenu à leur famille, ou encore pour être livrées trop tôt à un mariage qu'elles n'ont pas choisi⁵².

Dans un monde où l'on exige de plus en plus de diplômes pour accéder à l'emploi, les jeunes femmes n'ont pas les mêmes chances que les jeunes hommes! Et le contexte d'austérité actuel ne risque pas d'améliorer les choses.

Dans tous les pays dont les données sont disponibles, plus de jeunes femmes que de jeunes hommes sont classés dans la catégorie «NEET»: des jeunes qui ne sont pas scolarisés, n'exercent aucun emploi et ne suivent aucune formation. Cette situation est particulièrement marquée dans les pays comme le Niger et le Pakistan, où plus de deux jeunes femmes sur trois entrent dans cette catégorie⁵³.

Les taux de participation au marché du travail formel sont partout plus bas pour les jeunes femmes que pour les jeunes hommes. C'est en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord que l'écart est le plus grand. Ce fossé reflète à la fois le poids des traditions – soit l'idée que l'homme est le pourvoyeur et que la femme doit rester au foyer, répandue dans de nombreux pays – et la difficulté de combiner travail et devoirs domestiques et familiaux pour les jeunes femmes. Et cela est vrai également dans les pays du Nord, où les jeunes femmes rencontrent des discriminations à l'embauche basées sur l'idée qu'elles seront moins productives ou qu'elles devront quitter leurs fonctions dès qu'elles auront des enfants⁵⁴.

PROJETS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE PAR ET POUR LES JEUNES !

Des jeunes femmes et hommes leaders au sein de la communauté birmane en Thaïlande

En Thaïlande, plus de 3 millions de travailleurs clandestins vivent dans des conditions de pauvreté extrême et gagnent à peine un dollar canadien par jour. L'Aide internationale pour l'enfance (AIPE) a ouvert le Centre Santikham en 2009, dont l'objectif est d'offrir un endroit où les jeunes enfants qui travaillent, souvent enfants d'immigrants illégaux, peuvent notamment dormir en sécurité, jouer, se nourrir, socialiser et se confier à des intervenantes et intervenants spécialisés.



Trois filles et garçons travailleurs ayant bénéficié des services offerts par le Centre Santikham ont choisi de devenir des actrices et acteurs de changement en soutenant à leur tour les enfants de la communauté birmane, souvent victimes d'extrême pauvreté, d'abus et d'harcèlement de la part de policiers.

Lilly, 13 ans et Taigre, 15 ans travaillent dans une usine et participent aux activités du centre Santikham depuis plusieurs années, en plus d'y apprendre le thaï. Mo, 17 ans, travaillait autrefois dans une usine 12 heures par jour. Elle est désormais employée au centre Santikham et poursuit également des études, financées par la *Fondation pour le développement des enfants (FCD)**. Lilly, Taigre et Mo, sont devenus de vrais modèles pour les enfants du centre et organisent des activités pour les jeunes dans les bidonvilles où demeurent leurs familles. Les trois jeunes leaders collaborent également avec le centre Santikham afin de sensibiliser leur communauté à différents enjeux tels que l'hygiène de base, les droits liés au travail, le droit des enfants, la sécurité et le trafic d'enfants, etc.

L'AIPE est très fière que Lilly, Taigre et Mo aient choisi de faire preuve de leadership en s'impliquant activement! Leur engagement améliorera certainement les perspectives d'avenir de nombreux enfants au sein de leur communauté.

Pour en savoir plus sur l'AIPE: www.aipe-cci.org



Photo de gauche: Lilly, Mo et Taigre les trois jeunes leaders au centre Santikham.

Photo de droite: Lilly avec sa mère dans l'usine désaffectée où demeurent aussi d'autres membres de la communauté birmane.

Crédits photos: AIPE



r

o

i

t

s

Les jeunes se parlent... *de droits humains!*

Au Canada comme ailleurs dans le monde, les personnes issues de minorités visibles, les personnes handicapées, les personnes issues des Premières Nations, les minorités sexuelles sont autant de populations qui vivent des discriminations systémiques et pour lesquelles des politiques spécifiques et un changement de mentalités dans la population sont nécessaires. Les jeunes issus de ces minorités vivent parfois une double oppression liée à leur âge et à leurs origines ou orientations, voire une triple oppression pour les jeunes femmes et les jeunes transgenres.

Voici un survol de trois de ces groupes dont la défense des droits fait l'objet d'une lutte incessante.

h

u

m

a

i

n

s

Que se passe-t-il au Nord?

Les défis actuels

Les droits des jeunes autochtones

Le Canada fait face à une « crise quant à la situation des peuples autochtones du pays », et ce, en raison de la « suppression historique de [leurs] droits » dont ces peuples subissent encore les contrecoups. Surpopulation dans des logements en piètre état dans les réserves du pays ; un taux de suicide alarmant qui est cinq fois plus élevé que chez les jeunes au Canada qui ne sont pas de descendance autochtone ; un risque huit fois plus élevé pour les femmes autochtones d'être assassinées que leurs consœurs non autochtones ; un taux d'incarcération disproportionnellement élevé. Si les gouvernements canadiens ont bel et bien agi au cours des dernières années pour améliorer les conditions de vie des autochtones, « ces gestes étaient insuffisants », a tranché, James Anaya, le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, lors de sa venue au Canada en octobre 2013⁵⁵. Il a renouvelé ce constat en mai 2014.

Les droits des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et transgenres (LGBT)

L'enquête exploratoire sur l'homophobie dans les milieux jeunesse du Québec, menée pour le GRIS-Québec en 2003-2004 dans une trentaine d'écoles de la province, dresse un constat alarmant. Sur les 2101 élèves interrogés (niveaux 1 à 5 du secondaire, 51 % de jeunes femmes et 48 % de jeunes hommes, 1 % sexe non identifié) : 26 % des élèves se disent mal à l'aise à l'idée de devoir réaliser un travail scolaire avec un garçon gai, 24 % seraient mal à l'aise de devoir pratiquer une

activité sportive avec lui, 36 % des élèves ne sont pas à l'aise avec l'idée que leur sœur soit lesbienne et 47 % des élèves ne sont pas à l'aise avec l'idée que leur frère soit homosexuel. Enfin, 81 % des jeunes femmes et 90 % des jeunes hommes seraient mal à l'aise de découvrir qu'elles ou ils puissent être homosexuelle ou homosexuel⁵⁶.

L'intimidation en milieu scolaire vise surtout les jeunes non conformes aux modèles classiques et populaires. Cette intimidation prend plusieurs formes, mais on constate de façon marquée l'usage d'expressions reliées à l'orientation sexuelle comme « fif », « tapette » ou « gouine », pour ne nommer que celles-là. Ces termes entraînent l'humiliation et la condamnation publique de l'individu à cause de « sa » différence. L'impact de cette intimidation sur les jeunes qui ne correspondent pas au modèle « masculin » ou « féminin » tels que dictés par notre culture, et de façon plus particulière sur les jeunes homosexuel, homosexuelles, bisexuels et bisexuelles, est dramatique : faible estime de soi, désenchantement, aliénation et rejet, mais aussi suicide⁵⁷. Selon les études, en ce qui concerne les tentatives de suicide, les hommes homosexuels et bisexuels présentent un rapport de risque de deux à sept fois supérieur à celui des hommes exclusivement hétérosexuels, une fois les autres variables neutralisées ; pour les femmes, ce rapport de risque est de 1,4 à 2,5 fois supérieur⁵⁸.



Les défis du futur

Les droits des jeunes de minorités ethnoculturelles

Sur l'ensemble de la population québécoise, la population immigrante représentait 11,5% en 2006 dont 8,8% appartenant à une minorité visible. Les groupes de minorités visibles les plus importants dénombrés au Québec sont les populations noires (28,7% de l'ensemble des minorités visibles), les populations arabes (16,7%) et les populations latino-américaines (13,7%)⁵⁹.

Or, qu'en est-il du racisme que subissent ces jeunes femmes et ces jeunes hommes issus de minorités visibles au Québec ?

À la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec

(CDPDJ), on relève que la discrimination raciale a constitué le premier motif de plainte en 2010, prenant le pas sur la discrimination pour cause de handicap. À diplôme égal, les Québécoises et Québécois noirs souffrent davantage du chômage que les blancs, confirme Gaétan Cousineau, le président de la CDPDJ. «*Dans l'ensemble, on calcule que la population noire canadienne gagne 30% de moins que la population blanche*» indique Dorothy Williams, auteure de plusieurs livres sur la communauté noire de Montréal. En outre, les jeunes sont plus souvent arrêtés par la police, ce qui constitue du profilage racial: «*À l'âge de 16 ans, un jeune Noir aura en moyenne été interpellé par la police quatre ou cinq fois*», précise-t-elle⁶⁰.

Les initiatives des jeunes

Les jeunes autochtones s'organisent pour faire entendre leurs voix

Les jeunes autochtones innovent, créent. Ces jeunes femmes et hommes se réapproprient des éléments de la culture traditionnelle autochtone pour les adapter à leur réalité, leur vécu. Les problèmes sont transformés en défis. Des organisations se forment pour représenter les intérêts des jeunes comme le Comité directeur national de la jeunesse de l'Assemblée des Premières nations, le *National Inuit Youth Council*, le Conseil consultatif national des jeunes Métis (CCNJM), le Conseil des jeunes de l'Association nationale des centres d'amitié ou les représentantes et représentants jeunesse au Congrès des Peuples Autochtones⁶¹. Aussi, chaque année depuis 3 ans est organisé un Forum jeunesse pour les Premières nations. Il rassemble une centaine de jeunes qui viennent échanger avec d'autres jeunes sur les bénéfices de la mobilisation et du réseautage⁶².

Idle no more

Le mouvement citoyen autochtone incontournable des dernières années est incontestablement *Idle no More* ou «Fini, l'inertie!». Widia Larivière et Melissa Mollen Dupuis, cofondatrices de la section québécoise du mouvement, avaient 28 et 34 ans au moment de sa création en décembre 2012. Ce mouvement a été créé en réponse aux lois mises de l'avant par le gouvernement Harper et qui touchent les peuples autochtones sans qu'aucune consultation n'ait été faite. «Les femmes autochtones sont de grandes leaders», constate Melissa, même si elles sont minoritaires parmi les chefs de conseils de bande. «Mais les conseils de bande sont une création du gouvernement fédéral», relève Widia. Un dicton autochtone dit qu'on perd la bataille le jour où le cœur des femmes tombe au combat.⁶³

Les jeunes luttent contre l'homophobie

En 2014, dans le cadre de la Journée internationale de lutte contre l'homophobie, le Forum jeunesse Centre-du-Québec a proposé aux municipalités de faire flotter, le 17 mai, le drapeau arc-en-ciel de la communauté lesbienne, gai, bisexuelle et transsexuelle (LGBT) au mât de l'hôtel de ville de leur municipalité respective⁶⁴.

Autre exemple, en 2011, la Fondation Émergence a décerné à Xavier Dolan son prix «Lutte contre l'homophobie». Xavier Dolan, alors âgé de 22 ans, est un jeune cinéaste québécois qui a obtenu de nombreux prix ici et à l'étranger. Son œuvre cinématographique a contribué à faire reculer l'homophobie⁶⁵. En 2013, Xavier Dolan

réalise un vidéo-clip pour Indochine, le groupe de musique français, où il dénonce clairement l'intimidation en milieu scolaire dont certains jeunes sont victimes.

Pour contrer le racisme, l'ouverture sur le monde

Les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ) s'associent à la Semaine d'actions contre le racisme (SACR) afin de soutenir la réalisation de diverses activités de sensibilisation à la diversité culturelle. Par exemple, des jeunes du Québec, de la France et du Mexique ont participé à diverses activités d'échange ou de création dans un climat favorisant leur développement personnel et professionnel⁶⁶.

Que se passe-t-il au Sud?

Les défis actuels

Jeunes autochtones

Avec la récente crise économique et le taux de chômage élevé, il existe des défis auxquels la jeune génération d'aujourd'hui fait face. Les 67 millions de jeunes autochtones dans le monde font face à des défis encore plus importants, mais il existe de grands espoirs.

Selon Mme Shamshad Akhtar, Sous-Secrétaire général aux affaires économiques au sein du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU: «[Les jeunes femmes et hommes autochtones] font face à des taux d'analphabétisme, des taux d'abandon et d'autres indicateurs plus élevés, et ils ont tendance à avoir des taux de scolarisation plus faibles, des taux de chômage plus élevés et des revenus plus faibles. Les jeunes

autochtones s'efforcent de développer et définir leur identité, de maintenir leurs cultures et de préserver et revitaliser leurs langues», a déclaré Mme Akhtar⁶⁷.

Les droits des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et transgenres (LGBT)

Le 24 avril 2011, Noxolo Nogwaza, jeune femme lesbienne sud-africaine de 24 ans, a été tuée alors qu'elle rentrait chez elle après une soirée entre amis. Son ou ses agresseur(s) l'ont violée, frappée à plusieurs reprises et poignardée avant de jeter son corps dans un fossé. Selon les informations recueillies par Amnesty Internationale, Noxolo a été prise pour cible en raison de son orientation sexuelle. Noxolo était membre du Comité d'organisation de la marche des fiertés



d'Ekurhuleni (EPOC). Les discriminations, les violences, les crimes de haine contre les personnes LGBT se sont banalisés en Afrique du Sud. Railleries, insultes et menaces sont monnaie courante. Depuis 2007, au moins dix cas de viols de lesbiennes suivis de meurtre ont été signalés dans des townships situés dans diverses parties du pays⁶⁸. Ce sont quelques

exemples illustrant la violence dont sont victimes les jeunes LGBT dans le monde.

Le Brésil, quant à lui, a enregistré 312 meurtres de personnes homosexuelles, travesties et transsexuelles en 2013, ce qui confère au pays la palme de «champion du monde des crimes homophobes»⁶⁹.

Les défis du futur

Les jeunes dans un monde urbain de plus en plus violent

Il ressort d'une étude faite au Brésil que les jeunes femmes et hommes, loin de vivre dans l'insouciance, font face à des problèmes liés à la protection même de leur vie. Les jeunes citadines et citadins sont très exposés aux meurtres et aux accidents de la circulation. Les jeunes associent violence et criminalité à une foule d'autres enjeux : pauvreté et inégalités sociales, faibles possibilités d'instruction, chômage, services de santé inadéquats, discriminations basées sur le sexe, la religion, la race, l'origine ; corruption et consommation de drogues⁷⁰.

Dans de nombreuses régions du monde, des gangs urbains composés exclusivement ou en partie de jeunes commettent des crimes allant de l'extorsion aux meurtres, en passant par les vols à main armée. En moyenne, les enfants intègrent les gangs autour de 13 ans, un âge qui, d'après certaines données, tend à baisser. Dans des zones urbaines marginalisées, ces gangs attirent les jeunes femmes et hommes, séduits par les récompenses financières et le sentiment d'appartenance que ces gangs leur confèrent⁷¹.

Les initiatives des jeunes

Mobilisation des jeunes autochtones en Amérique latine

Trente jeunes femmes et hommes autochtones, qui représentent 20 organisations basées dans 15 pays d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et du Mexique, se sont réunies au Pérou, à Lima, en août 2012. «Nous souhaitons construire de manière participative un réseau d'organisations de jeunes autochtones d'Amérique latine, avec un leadership visible et des propositions claires face aux scénarios nationaux

et internationaux» a indiqué Tania Pariona, jeune quechua péruvienne représentant l'organisation Noqanchik de jeunes hommes, jeunes femmes et jeunes autochtones⁷².

Manifestation contre les meurtres de personnes homosexuelles

Alors que la police avait classé le décès comme un suicide, la famille et les amis de Kaique Augusto Batista dos Santos, adolescent noir homosexuel âgé de 17 ans, ont manifesté dans les rues de Sao Paulo, au

r
o
i
t
s

h
u
m
a
i
n
s

Brésil, le 17 janvier 2014, pour dénoncer ce crime homophobe. 40% des crimes commis en Amérique du Sud contre les personnes homosexuelles, travesties et transsexuelles, le sont au Brésil. Un projet de loi pour punir l'homophobie rencontre depuis des années une résistance⁷³. Près de 500 personnes ont participé à la manifestation contre l'homophobie et la transphobie, organisée via les réseaux sociaux⁷⁴.

Manifestations de jeunes contre le viol en Inde

Des manifestations monstres pour protester contre un viol: du jamais-vu à New Delhi, où, à plusieurs reprises, des dizaines de milliers de femmes et d'hommes se sont rassemblés pour clamer leur révolte après le calvaire subi par une jeune fille de 23 ans, décédée le 28 décembre 2012 des suites de ses blessures⁷⁵. Ces manifestations étaient inédites à

tous égards: par leur objet – car le viol, et plus généralement la violence sexuelle contre les femmes, n'avait jamais, jusqu'alors, suscité une mobilisation d'une telle ampleur; par la population mobilisée – mixte en termes de genre et de classe, ce qui est rare dans le contexte indien, et avec une forte représentation des jeunes (élèves, étudiantes étudiants). Elles sont justement qualifiées, par la juriste féministe Ratna Kapur, de «moment révolutionnaire». Les médias sociaux ont joué un rôle important, voire majeur. Un grand nombre de personnes étaient en effet de jeunes urbaines et urbains, dotés d'un téléphone mobile, qui se donnaient rendez-vous aux manifestations, de façon décentralisée⁷⁶.



r

o

i

t

s

h

u

m

a

i

n

s

Et les jeunes femmes dans tout ça?

Au Canada

Jeunes femmes lesbiennes et bisexuelles

Une étude auprès de plus de 200 lesbiennes et bisexuelles âgées de 14 à 21 ans révèle que plus des deux tiers ont révélé leur orientation sexuelle lorsqu'elles avaient de 15 à 18 ans (D'Augelli 2003). Or, les rapports sociaux en milieu scolaire sont particulièrement opprimants au sens où les individus voient presque toutes les dimensions de leur existence et de leur personnalité soumises au jugement de leurs pairs (Berman et Jiwani 2002). De son côté, le système scolaire renforce les rôles sociaux de sexe et ces rôles y sont plus rigides qu'ils ne le sont de manière générale dans la société⁷⁷.

Jeunes femmes autochtones

Des centaines de femmes et jeunes femmes autochtones ont été portées disparues ou assassinées au cours des dernières décennies, tant dans des régions éloignées qu'au cœur des grandes villes du pays. Un rapport de 2009 de Statistique Canada révèle que les femmes et jeunes femmes autochtones sont trois fois plus susceptibles que les femmes non autochtones à être victimes de violence. Elles sont aussi surreprésentées à titre de victimes d'homicides. Depuis l'été 2012, l'Assemblée des Premières Nations et d'autres groupes revendiquent une commission d'enquête nationale sur les femmes et jeunes femmes autochtones portées disparues ou assassinées. Selon un rapport de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) de la fin 2013, le nombre de cas déclarés à la police de femmes autochtones disparues et assassinées et de disparitions de femmes autochtones non résolues totalise 1 181 (164 disparitions et 1 017 homicides)⁷⁸.

Et les jeunes femmes dans tout ça?

Au Nord et au Sud

Jeunes femmes handicapées

Les femmes et les jeunes femmes handicapées ont une probabilité plus importante d'être victimes de la violence. Jusqu'à 7 femmes sur 10 indiquent avoir été victimes de violences physiques et/ou sexuelles à un moment donné de leur vie et jusqu'à 50% des agressions sexuelles ont été commises contre des jeunes femmes âgées de moins de 16 ans. Outre les formes classiques de violence à l'égard des femmes, les jeunes femmes handicapées sont victimes de formes spécifiques associées à leur handicap. Dans le cas des femmes handicapées mentales, par exemple, le manque de compréhension de la situation pendant une agression sexuelle et/ou leur incapacité à dire non peuvent être perçus comme un des signes de consentement à une relation sexuelle. Dans de nombreux cas, les auteurs de violences sont des aidants familiaux - soit à la maison, soit dans des cadres institutionnels, soit des parents ou des professionnels⁷⁹.

Au Sud

Jeunes femmes de minorités religieuses ou ethniques

Au Guatemala, on estime que 65% des travailleuses domestiques sont des jeunes femmes et adolescentes autochtones, appartenant à des familles pauvres qui les envoient en ville, où elles travaillent en moyenne 14 heures par jour et sont exposées aux abus physiques et psychologiques ainsi qu'au risque de harcèlement sexuel par leurs employeurs ou les membres de leur famille, une situation aggravée par leur faible rémunération et leur absence de sécurité sociale. Des situations similaires existent en Afrique, par exemple en Namibie où les abus sexuels commis contre des jeunes femmes de l'ethnie minoritaire San dans des contextes de travail domestique sont fréquents et pour lesquels l'impunité reste totale⁸⁰.

Au Pakistan, chaque année, ce sont environ 1000 jeunes femmes des minorités religieuses qui sont enlevées, converties et contraintes à contracter un mariage. Il s'agit de jeunes femmes de 12 à 25 ans, appartenant à des familles pauvres et à des classes sociales défavorisées. Dans le cadre des rares cas qui arrivent devant un tribunal, les jeunes femmes, intimidées, affirment s'être converties et s'être mariées librement, ce qui clôt le dossier⁸¹.

PROJETS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE PAR ET POUR LES JEUNES !

Lorsque nous abordons la question des inégalités dans le monde, on mentionne régulièrement les conditions difficiles dans lesquelles évoluent des millions d'enfants. Heureusement, certains réussissent à réaliser leur rêve de devenir des porteurs de possibles. C'est le cas de Roberto.



Déjà à 12 ans, Roberto était un leader dans les rues de Lima au Pérou. Les parcs Manco Capac et La Reserva étaient sa maison depuis plusieurs années. Il y était arrivé tout petit et y grandissait tout en préservant sa force de caractère, son habileté à mobiliser ses semblables, mais aussi en luttant contre les injustices dont il était lui-même victime tous les jours. Malgré sa petite taille, il jouait un rôle clé dans son milieu et son cœur était grand. Un jour, son frère fut hospitalisé après avoir été mordu par un chien. Découvrant une fourrière adjacente à l'hôpital, il n'a pas hésité un instant à nourrir ces chiens abandonnés et voués à une mort certaine en utilisant l'argent qu'il avait gagné sur la rue en faisant du breakdancing.

Roberto n'hésitait pas non plus à offrir de la nourriture aux enfants et aux jeunes femmes qui étaient enceintes et qui partageaient son quotidien. Après avoir quitté la rue, Roberto intégra notre équipe de bénévoles en 2003 et il se transforma peu à peu en éducateur de rue. Après s'être impliqué avec les programmes « Les Amis de la rue » et « Rues sans frontières » de Tous les Enfants de l'Autre Monde, il créa plusieurs années plus tard sa propre organisation afin d'aider ces jeunes abandonnés du centre-ville. Il est et restera toujours un modèle d'espoir pour les enfants et jeunes vivant dans les rues de Lima.

Pour en savoir plus sur ces initiatives et l'organisme Tous les enfants de l'autre monde (TEAM) : www.team-monde.org

Crédits photos : Sylvain Filion



Les jeunes se parlent... *de démocratie!*

Qui a dit que les partis politiques et les conseils d'administration étaient réservés aux plus de 35 ans? De nos jours, des jeunes réussissent à franchir le plafond de verre qui limite l'accès des jeunes hommes, et plus encore des jeunes femmes, aux sphères décisionnelles.

Mais encore: qui a dit que la démocratie s'exerçait seulement une fois aux 4 ans?

Il est d'abord essentiel que jeunes femmes et jeunes hommes se sentent écoutés, représentés, reconnus par les gouvernements, institutions et autres organismes de la société civile: elles et ils ont des messages à faire passer sur leurs choix de société et trouvent toutes sortes de techniques pour faire entendre leur voix.

Il importe ensuite de rappeler que les dernières années ont montré qu'au-delà de leur présence dans les institutions classiques de la démocratie, les jeunes réinventent la participation politique en proposant des structures de démocratie active et directe telles que des assemblées populaires et des éco-communautés. Jeunes femmes et jeunes hommes occupent l'espace public, de l'agriculture urbaine aux manifestations; mènent des actions directes, s'impliquent virtuellement grâce au cyber-militantisme, se défendent via des cliniques juridiques, s'informent autrement grâce aux médias alternatifs, etc.

Que se passe-t-il au Nord?

Les défis actuels

Participation des jeunes aux élections

En octobre 2008, un article du journal La Presse titrait: «Les jeunes Québécois se foutent de la politique!» En est-il vraiment ainsi?

Au Québec, aux élections de 2008, seulement 36,15% des jeunes de 18 à 24 ans se sont déplacés pour voter⁸². Au niveau fédéral*, la même année, leur taux de participation s'élevait à 37,4%⁸³.

Néanmoins, il ne faut pas tirer de conclusions trop hâtives: Il est vrai que le taux de participation des jeunes Québécoises et Québécois de 18 à 35 ans aux élections fédérales ou provinciales se situe en deçà du taux de participation global des électeurs. Les électrices et électeurs de 55 à 75 ans sont celles et ceux qui proportionnellement votent le plus. Néanmoins, si l'on met de côté l'année 2008 qui constitue un creux historique de participation au niveau provincial, le taux de participation des 18-24 ans aux élections provinciales de 2003, 2007 et 2012 était de l'ordre de 56% et celui des 25-35 ans était en moyenne de 62%⁸⁴.

Il peut être réducteur de tenter de résumer la participation politique des jeunes Québécoises et Québécois à 4 archétypes. Selon un sondage CROP 2014, la jeunesse québécoise serait composée de 32% d'individualistes, de 26% de néo-trads, de 23% de nouveaux Québec inc. et de 19% de souverainistes progressistes⁸⁵. Les trois premiers groupes privilégieraient le parti Libéral ou la Coalition Avenir Québec lorsqu'ils votent, faisant de la croissance économique et de l'emploi leur souci numéro un. En fait, les opinions et choix

de société de la jeunesse au Québec sont bien plus variés que ceux dépeints ici à partir de 500 répondantes et répondants, et les opinions dépendent de nombreux facteurs (économiques, sociaux et culturels).

Candidatures de jeunes en politique

La répartition des candidates et candidats selon leur âge était assez homogène lors de la dernière élection provinciale en 2012. En effet, les plus jeunes (18-29 ans) et les personnes dans la quarantaine (40-49 ans) comptaient chacun pour 19% des candidates et candidats tandis que les personnes dans la trentaine (30-39 ans) comptaient pour 22%. Les femmes et hommes cinquantenaires représentaient la plus grande part, soit 23%, tandis que les plus âgés (60 ans et plus) ne comptaient que pour 17% du total. La proportion des 18-29 ans a oscillé entre 17% (2007) et 21% (1998). L'âge moyen des candidates et candidats était de 44 ans aux trois dernières élections⁸⁶.

Présence de jeunes dans les conseils d'administration

Il existe très peu de données sur la participation des 16-35 ans dans les conseils d'administration. Cela témoigne d'un manque de considération envers cette problématique. Néanmoins, il semble évident que les jeunes hommes, et encore plus les jeunes femmes, sont sous-représenté-e-s dans ces sphères. Si l'on se penche sur le milieu de la coopération internationale, selon la consultation menée par l'Observatoire Jeunesse d'Oxfam-Québec auprès de 250 jeunes Québécoises et Québécois de 16 à 35 ans en 2012-2013,

* Rappelons que les taux de participation aux élections provinciales et fédérales ne sont pas comparables car le premier est calculé à partir de l'électorat inscrit seulement, alors que le second est calculé à partir de l'électorat total.

les jeunes croient que la place qui leur est réservée dans le domaine est inadéquate par rapport à ce qu'ils pourraient apporter au milieu. Elles et ils souhaitent investir les lieux décisionnels, par exemple des postes d'influence au sein d'organisation ou des

conseils d'administration, afin d'apporter à ces instances un souffle nouveau par leurs idées novatrices et leur dynamisme⁸⁷.

Les défis du futur

Une plus grande représentation des jeunes ?

Selon les projections, en 2017, les jeunes (30 ans et moins) représenteront 5% des parlementaires à la Chambre des communes, ce qui représente une progression puisqu'elles et ils représentent actuellement 1,7% des parlementaires. Les jeunes joueront ainsi un rôle plus important dans l'élaboration, la gestion et l'exécution d'initiatives qui stimulent l'engagement démocratique des jeunes⁸⁸.

Faciliter l'accès au vote ?

Si tu ne vas pas au bureau de vote, que le bureau de vote vienne à toi! Lors des élections provinciales de 2014, les écoles du Québec ont vécu «une première démocratique»: le vote dans les établissements d'enseignement (BVEE). Cette nouvelle mesure a été mise en place dans les universités, cégeps, collèges, et centres de formation professionnelle où l'on retrouvait au moins 300 étudiantes et étudiants électeurs. Selon les estimations faites par le Directeur général des élections, plus de 400 000 étudiantes et étudiants ont été rejoints par la nouvelle mesure. Plus de 300 bureaux de vote ont ainsi été ouverts dans environ 175 établissements d'enseignement en avril 2014⁸⁹. Une expérience à renouveler!

Changer la manière de faire de la politique ?

Selon un sondage exclusif Segma-La Presse-Groupe Gesca portant sur les 18-30 ans au Québec et réalisé en 2008, pour la majorité des jeunes ayant pris part au sondage, la politicienne idéale ou le politicien idéal aurait... entre 25 et 30 ans et ses principales qualités recherchées seraient d'être intègre et visionnaire. Les politiciennes et politiciens ont donc du travail à faire pour conquérir ces jeunes électrices et électeurs par leur intégrité et leur vision⁹⁰.

Il reste que de plus en plus de jeunes exigent encore plus du politique, proposant non seulement de réformer le mode de scrutin (pensons au Mouvement Démocratie nouvelle⁹¹ auquel participent activement beaucoup de jeunes) mais aussi d'opter pour des structures beaucoup plus horizontales comme les budgets participatifs, les assemblées populaires de quartier ou la démocratie directe telle qu'exercée entre autres par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ)⁹².



é

m

o

c

r

a

t

i

e

Les initiatives des jeunes

Inciter les jeunes à voter

Des groupes de jeunes s'organisent afin d'inciter les personnes de moins de 30 ans à s'intéresser à la politique municipale à la veille des élections du 3 novembre 2014. Les forums jeunesse régionaux du Québec ont organisé ce qu'ils appellent des «Vote Camps», dans 6 régions de la province, afin de faire le point sur la démocratie municipale. L'événement se déroulait également en webdiffusion⁹³. Autre exemple, en 2013, la Table jeunesse Gatineau (TJG) a invité des candidates et des candidats, et des jeunes, à «jaser de politique» à leur soirée «rock ton vote» dans un bar local. Au même moment une escouade de bénévoles faisait le tour des bars et des cafés pour informer les jeunes sur la campagne municipale et les y intéresser.

Démocratie participative et directe : l'exemple du Printemps érable

Lorsque les jeunes femmes et les jeunes hommes souhaitent se prononcer dans le débat démocratique et se positionner sur un enjeu, ils utilisent souvent la voix de la rue pour exprimer leurs opinions. En témoignent les manifestations historiques du Printemps érable : «Nous sommes allés de surprise en surprise devant l'intensité historique de la mobilisation étudiante et sur le mouvement social qui a suivi. Il est sain pour une démocratie de voir des citoyens [et des citoyennes] reprendre confiance dans leur pouvoir de contester une décision gouvernementale» rappelle Martine Desjardins, l'une des leaders du mouvement étudiant.

Pour d'autres jeunes jusque là peu impliqués, comme Julien Sirois, 20 ans, étudiant en génie mécanique au Cégep du Vieux-Montréal, la grève du printemps 2012, lancée pour protester contre l'augmentation des frais de scolarité à l'université, les manifestations, les négociations avortées avec le gouvernement, l'adoption d'une loi limitant le droit de manifester et les concerts populaires de casseroles lui «ont ouvert les yeux sur une autre façon de voir le monde». «Comme beaucoup, dit-il -, je suis nettement plus intéressé par la politique et la philosophie». Les questions de justice et de liberté ont trouvé selon lui dans le Printemps érable un terrain concret de réflexion⁹⁴.

Que se passe-t-il au Sud?

Les défis actuels

Représentation des jeunes en politique

L'âge moyen des parlementaires au niveau mondial est de 53 ans pour les hommes et de 50 ans pour les femmes. Seulement 1.65% des parlementaires dans le monde sont âgé-e-s d'une vingtaine d'années et 11.87% sont dans la trentaine. Les jeunes de moins de 35 ans sont peu présents dans les positions de pouvoir au sein des partis politiques traditionnels. Dans un tiers des pays du monde, l'âge minimal pour être éligible au parlement national est de 25 ans et il est commun d'entendre des femmes ou hommes politiques de 35-40 ans être qualifiés de «jeunes»⁹⁵.

Participation des jeunes aux élections

Même si les moins de 25 ans représentent plus de la moitié de la population dans de nombreux pays du Sud, les jeunes participent moins que les personnes plus âgées dans la plupart des processus politiques officiels,

comme les élections⁹⁶. Il existe cependant des signes d'espoir...

Au Sénégal, l'âge de voter est fixé à 18 ans et les 18- 35 ans représentent plus de 30% de la population totale (plus de 12,4 millions d'habitants). Les jeunes Sénégalaises et Sénégalais, comme beaucoup de jeunes en Afrique, manifestent un grand engouement pour les élections présidentielles, en témoigne la forte mobilisation de février 2012 pour contrer la ré-élection du président Wade. Ceci s'est traduit par la mise sur pied du mouvement de jeunes «Y en a marre» et un fort taux d'inscription des jeunes sur les listes électorales. Pour la plupart, les jeunes de l'université se sentent concernés par la politique. Étudiante en première année de sciences économiques, Mame Diarra Sall, 20 ans, confiait à Afriqinfos : «Moi, je suis inscrite sur les listes électorales. J'ai mon mot à dire pour élire mon futur président»⁹⁷.

Les défis du futur

Un activisme politique via le web

Au Moyen-Orient, dans une région dominée par les médias officiels, les réseaux sociaux ont permis aux jeunes de faire entendre au monde entier la voix du «Printemps arabe». «Les réseaux sociaux ont joué un rôle important, car l'espace de communication politique et sociale est inexistant dans la plupart des pays arabes en raison de la répression», explique Ziad Majed, chargé de cours sur le Moyen-Orient contemporain à l'Université américaine de Paris. En outre, «là où les médias sont privés d'accès, YouTube et les téléphones portables ont

constitué une alternative», comme dans le cas syrien, ajoute-il⁹⁸. Il est fort à parier que cette tendance de mobilisation par Internet et les médias sociaux va se renforcer dans l'avenir car de plus en plus de jeunes femmes et jeunes hommes du Sud ont accès au téléphone portable, à Internet et sont friands des médias sociaux.

Des jeunes de plus en plus instruits qui n'hésitent pas à s'exprimer

Huit des 20 pays ayant connu les hausses les plus importantes en matière de scolarisation moyenne sur la période 1980-2010



é

m

o

c

r

a

t

i

e

étaient des états arabes. Dans la plupart de ces pays, les perspectives d'emploi n'ont pas réussi à suivre le rythme d'évolution du niveau d'instruction. Lorsque des jeunes instruits sont dans l'incapacité de trouver du travail, ils finissent par éprouver de la colère. Les manifestations de masse, en particulier

de personnes éduquées, ont tendance à éclater lorsque l'absence quasi totale de perspectives économiques rend l'action politique indispensable. Ces «formes d'efforts intensifs de participation politique» sont alors facilement coordonnées au travers de nouvelles formes de communication de masse⁹⁹.

Les initiatives des jeunes

Une mobilisation politique dans la rue

Ces dernières années, les jeunes ont eu une présence significative, et dans plusieurs cas, joué un rôle majeur, dans les grandes mobilisations populaires observées dans plusieurs régions du monde. En 2011 et 2012, une série de «printemps» politiques s'est répandue à travers la planète: des soulèvements de jeunes en Tunisie et en Égypte ont conduit au renversement du gouvernement en place; la longue occupation par les jeunes Espagnols de la Puerta del Sol à Madrid a contredit la soi-disante apathie caractéristique de la jeunesse de ce pays et le printemps chilien a lui aussi porté la voix des jeunes en faveur d'une éducation gratuite et de qualité, comme au Québec d'ailleurs. Ces exemples démontrent la préférence des jeunes, au Nord comme au Sud, pour une participation politique via la mobilisation sociale, les manifestations de rue et en général, l'action politique directe¹⁰⁰.

Les jeunes femmes, au coeur des révolutions politiques

Dès les premières grognes, en Tunisie, il est devenu évident que l'image désormais désuète de la femme arabe servile, soumise et souvent cloîtrée à la maison allait devoir être corrigée. De l'élite des femmes tunisiennes instruites devenues docteurs, avocates et professeures d'université à la multitude de femmes diplômées – ou non - mais sans emploi, toutes ont joué un rôle clé dans le soulèvement déclencheur du printemps arabe. Au Yémen, c'est une jeune femme, Tawakul Karman, une des plus jeunes prix Nobel de l'histoire (primée à l'âge de 32 ans, en 2011) qui a mené les premières protestations, sur le campus d'une université, contre le long règne d'Ali Abdullah Saleh. Karman s'est faite connaître comme une des leaders de la révolution qui bat toujours son plein dans le pays¹⁰¹.

Et les jeunes femmes dans tout ça?

Au Canada

Les femmes constituent près de la moitié de la population active. Pourtant, elles occupent seulement 14,5% des sièges aux conseils d'administration des entreprises répertoriées dans le Financial Post 500¹⁰². Au Québec, malgré un discours axé sur l'égalité femmes-hommes, la place des femmes au Parlement demeure marginale, avec un parcours en dents de scie, ayant passé de 30% en 2003, à 25% en 2007, à 29,6% en 2008, avant d'atteindre un sommet de 32,8% en 2012 pour redescendre à 27% en 2014¹⁰³. On est donc loin d'avoir atteint l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives.

Avant l'entrée en vigueur de la Loi sur les Indiens, nombre de femmes autochtones assumaient un leadership important au sein des Premières Nations. Toutefois, dès la mise en application de cette loi, et ce, jusqu'à sa modification en 1951, les femmes ne pouvaient prendre part à la vie politique de la réserve, voter et briguer un poste de chef ou de conseiller de bande. Au 20 juin 2013, on dénombrait 91 femmes parmi les 570 chefs (soit 16%) et 767 femmes parmi les 2 663 conseillers (soit 28,8%) pour l'ensemble des communautés des Premières Nations¹⁰⁴.

Au Sud

En 2013, la proportion de femmes au sein des parlements dans le monde s'élevait à 20,9%. En septembre 2008, le Rwanda est devenu le premier pays à compter parmi ses députés un plus grand nombre de femmes (56,3%) que d'hommes. En avril 2013, 30 pays avaient réussi à atteindre le seuil de masse critique de 30%. Un quart de ces pays est constitué des pays africain qui ont adopté des pratiques facilitant la représentation des femmes, tant dans le cadre d'une élection qu'au sein des partis politiques¹⁰⁵.

En 2012, sur les dix-huit femmes qui gouvernaient un pays en qualité de Premier ministre ou chef de gouvernement, 4 gouvernaient un pays d'Amérique latine, 5 gouvernaient un pays d'Asie et 2 gouvernaient un pays d'Afrique. Autrement dit, sur un total de 18 pays gouvernés par une femme, 11 appartenaient aux pays dits «du Sud»¹⁰⁶.

PROJETS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE PAR ET POUR LES JEUNES !

Des jeunes actifs en politique municipale... en Estrie et au Pérou

District de Comas, Lima, Pérou.

Ce territoire possède une population de 500 000 habitants dont 30% ont entre 15 et 29 ans. Le taux de pauvreté avoisine les 30%. L'organisme Ayni Desarrollo, un partenaire du Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke, travaille dans ce district depuis 1991. Les jeunes femmes et les jeunes hommes ont toujours fait part de leurs préoccupations en ce qui concerne les droits sexuels et reproductifs, la violence et la participation citoyenne, mais sans jamais avoir un espace officiel pour s'exprimer.

Estrie, Québec, Canada.

Depuis 2012, le Carrefour de solidarité internationale et l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke pilotent le Comité municipal jeunesse, un espace d'apprentissage de la citoyenneté qui permet annuellement à 19 jeunes Sherbrookoises et Sherbrookoises d'influencer les politiques municipales de leur ville. Les jeunes s'approprient rapidement le projet et cette initiative trouve écho auprès des jeunes de Magog et de la MRC du Haut-Saint-François, qui vivent leur premier comité municipal jeunesse en 2014.

Deux milieux différents, un même projet rassembleur

En 2012, l'initiative des comités municipaux jeunesse de l'Estrie est présentée à des groupes de jeunes et dans les écoles secondaires de Comas. L'année suivante, la municipalité adopte une résolution sur la création du conseil de participation jeunesse (COPAJU). Ainsi, en Estrie et au Pérou, des dizaines de jeunes femmes et de jeunes hommes s'initient au processus démocratique. Ces jeunes se donnent donc les moyens de renforcer leurs compétences citoyennes, de faire entendre leurs préoccupations et d'influencer les politiques municipales en ce sens.

Pour en savoir plus sur ces initiatives et le Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke : www.csisher.com

Crédits photos : Jocelyn Riendeau, Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke



Conclusion

Comme nous avons pu le constater à la lecture du document, l'avenir peut sembler bien sombre. On a le choix : ne pas savoir, ou espérer et agir. Car il est permis d'espérer que des solutions se déploieront aux quatre coins du globe. À cet égard, la jeunesse pourrait surprendre le cours des choses. Parce qu'elle propose d'agir différemment. Parce qu'elle est enracinée dans ce qui se passe localement, engagée comme elle l'est dans les associations, les éco-communautés et autres mouvements citoyens. Parce qu'elle est connectée avec les jeunes du monde entier grâce notamment aux médias sociaux et aux programmes de solidarité internationale tels que les stages Québec sans frontières. Parce que dorénavant toutes les causes sont liées et font l'objet de luttes dans le creuset de l'indignation pour le droit à un environnement sain, des mesures sociales justes, un traitement équitable des minorités, l'égalité des sexes et une participation démocratique réelle pour toute et tous.

Faut se parler d'avenir! Pour participer aux Journées québécoises de la solidarité internationale 2014, que ce soit en portant le macaron blanc, en soutenant les initiatives des jeunes ou en participant aux activités des programmations de onze régions du Québec, surveillez le site Internet **www.jqsi.qc.ca** et la page Facebook Journées québécoises de la solidarité internationale | JQSI.

Sources

Introduction

- ¹ Organisation internationale du travail, *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2014*, http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_234109.pdf
- ² Statistique Canada, Série « Perspective géographique », Recensement de 2011, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/as-sa/fogs-spg/Facts-pr-fra.cfm?Lang=fra&GK=PR&GC=24>
- ³ Euromonitor International, Special Report: The World's Youngest Populations, <http://blog.euromonitor.com/2012/02/special-report-the-worlds-youngest-populations-.html>

Pour le chapitre: Les jeunes se parlent... d'environnement!

- ⁴ Initiative des Nations Unies pour un cadre commun concernant les enfants, les jeunes et les changements climatiques, *Les jeunes en action contre les changements climatiques: inspirations du monde entier*, http://www.unep.org/french/pdf/youth_in_action_on_climate_change_fr.pdf
- ⁵ Organisation de coopération et de développement économiques, *Synthèses: Changement climatique: relever le défi à l'horizon 2050*, <http://www.oecd.org/fr/env/cc/40276554.pdf>
- ⁶ Le Devoir, *Lutte contre les gaz à effet de serre - Un grand coup pour limiter les coûts*, <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/394976/un-grand-coup-pour-limiter-les-couts>
- ⁷ Équiterre, *Rapport annuel 2013 - Édition spéciale 20^e anniversaire*, http://www.equiterre.org/sites/fichiers/rapports-annuels/rapport_annuel_2013_fr.pdf
- ⁸ Journal Métro, *Le Canada, un des plus grands pollueurs planétaires*, <http://journalmetro.com/actualites/national/432073/le-canada-un-des-plus-grands-pollueurs-planetaires/>
- ⁹ Radio Canada, *Les émissions de GES se stabilisent au Canada*, <http://m.radio-canada.ca/nouvelles/environnement/2012/04/11/001-canada-emissions-ges.shtml>
- ¹⁰ Le Devoir, *Lutte contre les gaz à effet de serre - Un grand coup pour limiter les coûts*, <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/394976/un-grand-coup-pour-limiter-les-couts>
- ¹¹ Greenpeace, *Comment sauver le climat*, <http://www.greenpeace.org/belgium/PageFiles/16378/comment-sauver-le-climat.pdf>
- ¹² Organisation de coopération et de développement économiques, *Synthèses: Changement climatique: relever le défi à l'horizon 2050*, <http://www.oecd.org/fr/env/cc/40276554.pdf>

- ¹³ Nations Unies, *Agir sur les changements climatiques, Les conséquences pour l'avenir*, <http://www.un.org/fr/climatechange/consequences.shtml>
- ¹⁴ Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *Les réfugiés dans le monde. En quête de solidarité*, <http://www.unhcr.fr/4fc7257d9.pdf>
- ¹⁵ Initiative des Nations Unies pour un cadre commun concernant les enfants, les jeunes et les changements climatiques, *Les jeunes en action contre les changements climatiques: inspirations du monde entier*, http://www.unep.org/french/pdf/youth_in_action_on_climate_change_fr.pdf
- ¹⁶ Libération, *Les pays pauvres supporteront 80% des dégâts du changement climatique*, http://www.liberation.fr/terre/2009/10/04/les-pays-pauvres-supporteront-80-des-degats-du-changement-climatique_585654
- ¹⁷ La Presse, *Hausse des catastrophes naturelles: le changement climatique montré du doigt*, <http://www.lapresse.ca/environnement/dossiers/changements-climatiques/201111/01/01-4463236-hausse-des-catastrophes-naturelles-le-changement-climatique-montre-du-doigt.php>
- ¹⁸ La Banque Mondiale, *Changement climatique: quelles conséquences pour l'Afrique, l'Asie et les populations côtières pauvres?* <http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2013/06/19/what-climate-change-means-africa-asia-coastal-poor>
- ¹⁹ Ibid.
- ²⁰ UNEP, *Sécurité alimentaire: le changement climatique, les migrations et les conflits au Sahel*, <http://www.unep.org/newscentre/default.aspx?DocumentID=2661&ArticleID=8971&l=fr>
- ²¹ UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2011, L'adolescence, l'âge de tous les possibles - Résumé*, Février 2011, p. 8
- ²² Nations Unies, *Agir sur les changements climatiques, Les conséquences pour l'avenir*, <http://www.un.org/fr/climatechange/consequences.shtml>
- ²³ UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2011, L'adolescence, l'âge de tous les possibles - Résumé*, Février 2011, p. 8
- ²⁴ Initiative des Nations Unies pour un cadre commun concernant les enfants, les jeunes et les changements climatiques, *Les jeunes en action contre les changements climatiques: inspirations du monde entier*, http://www.unep.org/french/pdf/youth_in_action_on_climate_change_fr.pdf
- ²⁵ Ibid.
- ²⁶ Ibid.
- ²⁷ Forced Migration Review, *Conséquences des changements climatiques sur les femmes*, <http://www.fmreview.org/fr/pdf/MFR31/32.pdf>

Pour le chapitre: Les jeunes se parlent... d'austérité!

- ²⁸ Organisation internationale du travail, *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013*, http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_212873.pdf
- ²⁹ Huffington Post, *Congrès annuel de l'ASSÉ à Québec: éducation et austérité discutées*, http://quebec.huffingtonpost.ca/2014/04/26/congres-annuel-de-lasse-a-quebec-education-et-austerite-discutees_n_5217650.html
- ³⁰ IRIS – Institut de recherche et d'informations socio-économiques, *L'Économie pour tout le monde: brève introduction à une critique de l'économie*, <http://www.iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2014/02/Brochure-UPop-WEB-02.pdf>
- ³¹ Fédération des Femmes du Québec, *Budget provincial: Non à l'austérité qui augmente la précarité chez les femmes*, <http://www.ffq.qc.ca/2014/05/budget-provincial-non-a-lausterite-qui-augmente-la/>
- ³² Le Devoir, *Le FMI admet que l'austérité aggrave les inégalités sociales*, <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/402610/le-fmi-admet-que-l-austerite-aggrave-les-inegalites-sociales>
- ³³ PNUD, *Rapport sur le développement humain 2013 - L'essor du Sud: le progrès humain dans un monde diversifié*, 2013, P. 97
- ³⁴ Institut de la statistique du Québec, 2014, *Regard statistique sur la jeunesse. État et évolution de la situation des Québécois âgés de 15 à 29 ans, 1996 à 2012*, Gouvernement du Québec, pp. 55-69
- ³⁵ Institut de la statistique du Québec, 2014, *Regard statistique sur la jeunesse. État et évolution de la situation des Québécois âgés de 15 à 29 ans, 1996 à 2012*, Gouvernement du Québec, p. 77
- ³⁶ OXFAM, *Le piège de l'austérité: l'Europe s'enlise dans les inégalités*, <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp174-cautionary-tale-austerity-inequality-europe-120913-fr.pdf>
- ³⁷ Le Nouvel Observateur, «*Printemps érable*» au Québec: le savoir doit-il devenir un marché rentable?, 2 juin 2012, <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/562887-printemps-erable-au-quebec-le-savoir-doit-il-devenir-un-marche-rentable.html>
- ³⁸ Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, <http://www.nonauxhausses.org/a-propos/declaration/>
- ³⁹ Organisation internationale du travail, *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013*, http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_212873.pdf, p. 5.
- ⁴⁰ CISO- Centre international de solidarité ouvrière, *Un an après l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh*, <http://www.ciso.qc.ca/?p=11976>

- 41 The Guardian, *Revealed: Asian slave labour producing prawns for supermarkets in US, UK*, <http://www.theguardian.com/global-development/2014/jun/10/supermarket-prawns-thailand-produced-slave-labour>
- 42 CETRI, *L'échec des politiques d'ajustement structurel de la Banque mondiale*, <http://www.cetri.be/spip.php?article420>.
- 43 EMA Revue, Heba Ahmed Nassar, *Quelques conséquences sociales des programmes d'ajustement structurel*, <http://ema.revues.org/1262#tocto3n6>
- 44 Organisation internationale du travail, *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2014*, http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_234109.pdf
- 45 Jeune Afrique, *Andris Piebalgs: «L'emploi des jeunes est le plus grand défi de l'Afrique»* <http://economie.jeuneafrique.com/entreprises/entreprises/emploi-a-formation/19672-andris-piebalgs-l-emploi-des-jeunes-est-le-plus-grand-defi-de-l-afrique.html>
Consulté le 12 juin 2014.
- 46 Jeune Afrique, *Algérie: grandes manoeuvres en vue pour relancer l'industrie et combattre le chômage des jeunes*, <http://economie.jeuneafrique.com/entreprises/entreprises/emploi-a-formation/19032-algerie-grandes-manoeuvres-en-vue-pour-relancer-l-industrie-et-combattre-le-chomage-des-jeunes.html>
- 47 Le Monde, *Au Brésil, manifestations contre la vie chère à l'approche du Mondial*, juin 2013, http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/06/17/manifestations-au-bresil-le-gouvernement-menace-du-carton-rouge_3431786_3222.html
- 48 BBC News, *What lies behind the protests in Venezuela?* <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-26335287>
- 49 RFI, *Grève générale contre le chômage en Afrique du Sud*, <http://www.rfi.fr/afrique/20140319-numsa-greve-generale-contre-chomage-afrique-sud/>
- 50 Institut de la statistique du Québec, 2014, *Regard statistique sur la jeunesse. État et évolution de la situation des Québécois âgés de 15 à 29 ans, 1996 à 2012*, Gouvernement du Québec, pp. 54 et 69
- 51 ASSÉ, *Qu'est ce que l'austérité ?*, <http://www.asse-solidarite.qc.ca/wp-content/uploads/2013/10/tract-nb.pdf>
- 52 UNICEF, *La scolarisation des jeunes femmes, le combat pour le développement*, <http://www.unicef.fr/contenu/actualite-humanitaire-unicef/2013/10/10/la-scolarisation-des-jeunes-femmes-le-combat-pour-le-developpement-20546>
- 53 Population Reference Bureau, *Les jeunes du monde - Fiche de données 2013*, http://www.prb.org/pdf13/youth-datasheet-2013_fr.pdf
- 54 International Labor Organization, *Youth Employment: Breaking gender barriers for young women and men*, http://www.ilo.org/gender/Events/Campaign2008-2009/WCMS_097842/lang--en/index.html Traduction libre de l'Anglais.

Pour le chapitre: Les jeunes se parlent... de droits humains!

- ⁵⁵ Le Devoir, *Peuples autochtones - C'est la crise au Canada, dit le rapporteur spécial de l'ONU*, <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/390067/peuples-autochtones-c-est-la-crise-au-canada-dit-le-rapporteur-special-de-l-onu> consulté le 2 juin 2014.
- ⁵⁶ Alain A. Grenier et G.R.I.S.-Québec, *Jeunes, homosexualité et écoles - Enquête exploratoire sur l'homophobie dans les milieux jeunesse de Québec*, 2005, p. 6-7
- ⁵⁷ Ibid, p. 3
- ⁵⁸ CREMIS, *Les jeunes des minorités sexuelles – le risque suicidaire*, <http://www.cremis.ca/revue-du-cremis/recherche/les-jeunes-des-minorites-sexuelles-le-risque-suicidaire>
- ⁵⁹ Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective, *Fiche synthèse sur l'immigration et la diversité ethnoculturelle au Québec*, Mars 2012, p. 1-3
- ⁶⁰ Courrier International, *Noir et québécois, pas facile*, <http://www.courrierinternational.com/article/2011/03/16/noir-et-quebecois-pas-facile>
- ⁶¹ Aboriginal Perspectives, Valérie Boudreault, *Des jeunes en mouvement*, <http://www3.onf.ca/enclasse/doclens/visau/index.php?mode=theme&language=english.&theme=30666&film=17894&excerpt=612112&submode=about&expmode=2>
- ⁶² Secrétariat à la jeunesse du Québec, *3e forum jeunesse des Premières Nations*, <https://www.jeunes.gouv.qc.ca/quoi-de-neuf/activites/details.asp?id=108>
- ⁶³ Le Devoir, *Idle No More - Les plumes rouges sortent dans la rue*, 9 janvier 2013. <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/367937/les-plumes-rouges-sortent-dans-la-rue>
- ⁶⁴ L'Express, *Forum jeunesse appuie la lutte contre l'homophobie*, <http://www.journalexpress.ca/Actualites/Societe/2014-05-17/article-3729986/Forum-jeunesse-appuie-la-lutte-contre-lhomophobie/1>
- ⁶⁵ Fondation Émergence, *Prix Lutte contre l'homophobie*, <http://www.fondationemergence.org/default.aspx?scheme=958> consulté le 17 juin 2014.
- ⁶⁶ LOJIQ, *Pour contrer le racisme, l'ouverture sur le monde, c'est L'OJIQ*, <http://www.lojq.org/medias/communiques/communiqué/article/pour-contrer-le-racisme-louverture-sur-le-monde-cest-lojq/>
- ⁶⁷ Nations Unies: Département des affaires économiques et sociales, *Défis et espoir pour la jeunesse autochtone mondiale*, <http://www.un.org/fr/development/desa/news/social/defis-et-espoir-pour-la-jeunesse-autochtone-mondiale.html>
- ⁶⁸ Amnesty International, *Afrique du Sud: Noxolo Nogwaza, militante assassinée en raison de son orientation sexuelle*, <http://www.amnesty.fr/AI-en-action/Protegeons-les-personnes/Afrique-du-Sud-Noxolo-Nogwaza-militante-LGBT-assassinee-7349>

- ⁶⁹ La Presse, *Brésil: 312 homosexuels assassinés en 2013*, <http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201402/13/01-4738557-bresil-312-homosexuels-assassines-en-2013.php>
- ⁷⁰ Centre de recherches pour le développement international, *Mobiliser les jeunes, enraciner la démocratie*, <http://www.idrc.ca/FR/Documents/engager-Youth-fre.pdf?lbw=1>
- ⁷¹ UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2012, Les enfants dans un monde urbain - Résumé*, Février 2012, p. 8
- ⁷² Chirapaq, *Jóvenes indígenas de América Latina se unen por la defensa de sus derechos*, <http://www.chirapaq.org.pe/noticias/jovenes-indigenas-de-america-latina-se-unen-por-la-defensa-de-sus-derechos>. Libre traduction de l'Espagnol.
- ⁷³ Ultimo Segundo, *Morte de adolescente motiva protesto contra homofobia em São Paulo*, <http://ultimosegundo.ig.com.br/brasil/sp/2014-01-16/morte-de-adolescente-motiva-protesto-contra-homofobia-em-sao-paulo.html>
- ⁷⁴ SpressoSP, *Contra a morte do jovem Kaique e pela criminalização da homofobia, manifestantes realizam ato no centro de São Paulo*, <http://www.spressosp.com.br/2014/01/18/contra-morte-jovem-kaique-e-pela-criminalizacao-da-homofobia-manifestantes-realizam-ato-centro-de-sao-paulo/>
- ⁷⁵ Le Monde diplomatique, *L'Inde nouvelle s'impatiente*, <http://www.monde-diplomatique.fr/2013/02/MANIER/48732>
- ⁷⁶ Contretemps, *Les manifestations contre le viol en Inde: un «moment révolutionnaire» d'une grande ambivalence*, <http://www.contretemps.eu/interventions/manifestations-contre-viol-en-inde-%C2%AB-moment-r%C3%A9volutionnaire%C2%BB-grande-ambivalence>
- ⁷⁷ Erudit, Line Chamberland, Christelle Lebreton, *La santé des adolescentes lesbiennes et bisexuelles: états de la recherche et critique des biais androcentristes et hétérocentristes*, <http://www.erudit.org/revue/rf/2010/v23/n2/045668ar.html>
- ⁷⁸ *Les femmes autochtones disparues et assassinées: Un aperçu opérationnel national*, Gendarmerie royale du Canada, <http://www.rcmp-grc.gc.ca/pubs/mmaw-faapd-fra.htm>
- ⁷⁹ ONU Femmes, *Les sœurs oubliées: la violence contre les femmes et les jeunes femmes handicapées, Remarques d'ouverture de Lakshmi Puri, Sous-Secrétaire générale et Directrice exécutive adjointe d'ONU Femmes, lors d'une table-ronde sur la prévention et la fin de la violence à l'égard des femmes handicapées. New York, le 23 octobre 2012.* <http://www.unwomen.org/fr/news/stories/2012/10/forgotten-sisters-violence-against-women-and-girls-with-disabilities>
- ⁸⁰ UNICEF, *Breaking the silence on Violence against Indigenous Girls, Adolescents and Young Women*, <http://www.unwomen.org/~media/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2013/5/Violence-against-indigenous-women-and-girls.pdf>. Traduction libre de l'Anglais.

⁸¹ Agenzia Fides, ASIE/PAKISTAN - *Nouveau rapport sur le phénomène des jeunes femmes des minorités chrétienne et hindoue enlevées et contraintes à contracter un mariage islamique*, http://www.fides.org/fr/news/37423-ASIE_PAKISTAN_Nouveau_rapport_sur_le_phenomene_des_jeunes_jeunes_femmes_des_minorites_chretienne_et_hindoue_enlevees_et_contraintes_a_contracter_un_mariage_islamique#.U5tJzGT87OQ

Pour le chapitre: Les jeunes se parlent... de démocratie!

⁸² Radio Canada, *La faible participation des jeunes, un enjeu pour l'avenir*, <http://ici.radio-canada.ca/sujet/elections-quebec-2012/2012/09/03/003-abstention-electorale-jeunes.shtml>

⁸³ Semaine canadienne de la démocratie, *Fiche d'information - participation électorale des jeunes*, <http://www.democracy-democratie.ca/content.asp?section=med&dir=bkg&document=bkg-120920&lang=f>

⁸⁴ Institut de la statistique du Québec, 2014, *Regard statistique sur la jeunesse. État et évolution de la situation des Québécois âgés de 15 à 29 ans, 1996 à 2012*, Gouvernement du Québec, pp. 130-131

⁸⁵ La Presse, *Portrait de génération: quatre archétypes*, <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201406/02/01-4771976-portrait-de-generation-quatre-archetypes.php>

⁸⁶ Institut de la statistique du Québec, 2014, *Regard statistique sur la jeunesse. État et évolution de la situation des Québécois âgés de 15 à 29 ans, 1996 à 2012*, Gouvernement du Québec, p. 132

⁸⁷ Oxfam-Québec, *La vision des jeunes de la coopération internationale, Rapport préliminaire de la consultation jeunesse menée par L'Observatoire Jeunesse d'Oxfam-Québec (OJOQ)*, 2014, pages 8-9

⁸⁸ La Bibliothèque du Parlement, *Les jeunes et la démocratie: séance de dialogue*, <http://www.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/cp8-f.pdf>, page 7

⁸⁹ Communiqué no 17 – *Élections générales du 7 avril 2014 - Le vote dans les établissements d'enseignement – pour faciliter l'accès au vote des jeunes électeurs*, 27 mars 2014, <http://www.electionsequbec.qc.ca/francais/actualite-detail.php?id=5675>

⁹⁰ La Presse, *Les jeunes Québécois se foutent de la politique!*, <http://www.lapresse.ca/le-nouvelliste/200809/19/01-21612-les-jeunes-quebecois-se-foutent-de-la-politique.php>

⁹¹ Mouvement démocratie nouvelle : <http://www.democratie-nouvelle.qc.ca/>

⁹² Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) et la démocratie directe : <http://aveclasse.com/les-fondements-de-lasse/la-democratie/>

- ⁹³ Huffington post, *Des groupes incitent les jeunes à voter aux prochaines élections municipales*, http://quebec.huffingtonpost.ca/2013/10/05/des-groupes-incitent-les-jeunes-a-voter-aux-prochaines-elections-municipales_n_4048986.html
- ⁹⁴ Le monde, *Les rejetons du «printemps érable»*, http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2012/09/04/les-rejetons-du-printemps-erable_1754458_3208.html
- ⁹⁵ Nations Unies, *Youth, political participation and decision-making*, <http://www.un.org/esa/socdev/documents/youth/fact-sheets/youth-political-participation.pdf> p. 1-2, consulté en mai 2014. Libre traduction de l'Anglais.
- ⁹⁶ PNUD, *Améliorer la participation politique des jeunes à travers tout le cycle électoral*, janvier 2013, p.11
- ⁹⁷ Afriqinfos, *Fort engouement des jeunes pour la présidentielle de dimanche au Sénégal*, <http://afriqinfos.com/articles/2012/2/24/afrique-occidentale-197380.asp>
- ⁹⁸ La Presse, *«Printemps arabe»: internet a permis aux jeunes de faire entendre leur voix*, <http://www.lapresse.ca/international/dossiers/crise-dans-le-monde-arabe/201106/16/01-4409773-printemps-arabe-internet-a-permis-aux-jeunes-de-faire-entendre-leur-voix.php>
- ⁹⁹ PNUD, *Rapport sur le développement humain 2013 - L'essor du Sud: le progrès humain dans un monde diversifié*, 2013, P. 99-100
- ¹⁰⁰ FLACSO CHILE, *Youth and political participation in latin america. Current state and challenges*. <http://www.idea.int/about/upload/IDEA-Documento-FLACSO-engl%C3%A9s.pdf>
- ¹⁰¹ Courrier International, *Un printemps révolutionnaire et féminin*, <http://www.courrierinternational.com/article/2011/07/07/un-printemps-revolutionnaire-et-feminin>
- ¹⁰² Conseil canadien pour la diversité administrative, *Bulletin de rendement annuel 2012*, Toronto, Conseil canadien pour la diversité administrative, 2012; *Catalyst*, 2011 *Catalyst Census: Financial Post 500 Women Board Directors*, Toronto, Catalyst, 2012. Sources tirées de: *Arguments économiques pour la présence de femmes aux conseils d'administration*, Le conference board du Canada et le Ministère, <http://www.conferenceboard.ca/topics/gcsr/wob.aspx>, page 2
- ¹⁰³ La Presse, *Les femmes seront moins représentées à l'Assemblée nationale*, <http://www.lapresse.ca/actualites/elections-quebec-2014/201404/09/01-4756031-les-femmes-seront-moins-representees-a-lassemblee-nationale.php>
- ¹⁰⁴ Parlement du Canada, *Les femmes au Parlement*, <http://www.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/2011-56-f.htm#a2>
- ¹⁰⁵ Ibid.
- ¹⁰⁶ *Womanns world*, *Les femmes au pouvoir dans le monde*, <http://womanns-world.com/les-femmes-au-pouvoir-dans-le-monde/>

VIVRE SANS FRONTIÈRES



20 ANS!



Les stages Québec sans frontières: une occasion pour la jeunesse québécoise de vivre une expérience enrichissante de solidarité avec les populations d'Afrique francophone, d'Amérique latine, des Antilles et d'Asie-Pacifique.

Depuis la création du programme en 1995, près de 6 400 jeunes Québécois et Québécoises et une vingtaine d'organismes membres de l'AQOCI ont eu la chance de réaliser des stages dans une trentaine de pays.

QUEBECANSFRONTIERES.COM



Association québécoise des organismes
de coopération internationale

1001, rue Sherbrooke Est, bureau 540 Montréal (Québec) H2L 1L3
Téléphone: 514-871-1086 • Télécopieur: 514-871-9866
aqoci@aqoci.qc.ca • www.aqoci.qc.ca

Relations
internationales
et Francophonie

Québec